

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
ARRÊTS DE RÈGLEMENT
DU
PARLEMENT DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le lundi 26 Mai 1930, à 2 heures.

PAR

Geneviève DETEIX

Président : M. OLIVIER MARTIN, Professeur.

Suffragants { MM. MEYNIAL, Professeur.
GENESTAL, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR.)

1930

**LES ARRÊTS DE RÈGLEMENT
DU PARLEMENT DE PARIS**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

LES
ARRÊTS DE RÈGLEMENT
DU
PARLEMENT DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le lundi 26 Mai 1930, à 2 heures.

PAR

Geneviève DETEIX

Président : M. OLIVIER MARTIN, Professeur.

Suffragants { MM. MEYNIAL, Professeur.
GENESTAL, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR.)

1930



BIBLIOGRAPHIE

- AUBENAS. — *Histoire du Parlement de Paris*, Paris, 1847, in-12.
- AUBERT, F. — *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII*, Paris, 1886-1890, 2 vol. in-8°.
- *Nouvelles recherches sur le Parlement de Paris de 1250 à 1350*. Nouvelle Revue historique, 1916, p. 69.
- *Le Parlement de Paris au XVI^e siècle*. Nouvelle Revue historique, 1905, p. 737 ; 1906, p. 58.
- DE BARANTE. — *Le Parlement et la Fronde*, Paris, 1859, in-8°.
- BEUGNOT. — *Ed. Les Olim*, Paris, 1839-1848. 4 vol. in-4°.
- BOUCHER D'ARGIS. — *Encyclopédie du XVIII^e siècle*, Paris, 1754. 34 vol. in-fol., v^o Arrêt.
- BOUTARIC, E. — *Actes du Parlement de Paris*, 1^{re} série dans *Inventaires et documents*. Paris, 1863-1867, 2 vol. in-fol.
- CALLERY. — *Histoire des attributions du Parlement*, Paris, 1880, in-8°.
- CAMUS. — *Lettres sur la profession d'avocat*, 4^e édition corrigée et augmentée par Dupin, Paris, 1818, 2 vol. in-8°.
- CHENU. — *Cent notables et singulières questions de droict*, 2^e édition, Paris, 1603, in-4°.
- CHÉRUEL. — *Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV*, Paris, 4 vol. in-8°.
- *Histoire de France sous le ministère de Mazarin*, Paris, 1882, 3 vol. in-8°.
- DARESTE. — *Histoire de l'administration en France*, Paris, 1848, 2 vol. in-8°.
- DELACHENAL. — *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, 1300-1600, Paris, 1885, in-8°.

- DELAMARE. — *Traité de la police*, 2^e éd., Paris, 1722, 3 vol. in-fol.
- DUFÉY. — *Histoire, actes et remontrances des Parlements*, Paris, 1826, 2 vol. in-8^o.
- ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, Paris, 1898, 1 tome en 2 vol. in-8^o.
- FAUCHET, Cl. — *Origine des dignités et magistrats de France*, Genève, 1611, in-8^o.
- FAYARD. — *Aperçu historique sur le Parlement de Paris*, Lyon, 1876-1878, 3 vol. in-8^o.
- FÉLIBIEN (dom Michel). — *Histoire de la ville de Paris*, Paris, 1725, 5 vol. in-fol.
- DE FIGON. — *Discours des Estats et Offices de France*, Paris, 1579, in-8^o.
- FLAMMERMONT. — *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, 1888, 3 vol. in-4^o.
- FOURNÉL. — *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, Paris, 1813, 2 vol. in-8^o.
- FURGEOT. — *Actes du Parlement de Paris*, 2^e série dans *Inventaires et documents*, Paris, 1920, in-fol.
- GASQUET. — *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, Paris, 1885, 2 vol. in-16.
- GAVET. — *Sources de l'histoire des institutions et du droit français*, Paris, 1899, in-8^o.
- GIBERT. — *Recherches historiques sur les cours qui exercent la justice souveraine de nos rois*. SL, 1763, in-4^o.
- GIRARD ET JOLY. — *Trois livres des offices de France*, Paris, 1638, 2 vol. in-fol.
- GLASSON. — *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, 1887-1903, 8 vol. in-8^o.
- *Le Parlement, son rôle politique*, Paris, 1901, 2 vol. in-8^o.
- GRUN. — *Notices sur les archives du Parlement de Paris dans Inventaires et documents*, Paris, 1863, tome I.
- HENRION DE PANSEY. — *De l'autorité judiciaire dans les gouvernements monarchiques*, Paris, 1810, in-8^o.
- ISAMBERT. — *Recueil général des anciennes lois françaises*, Paris, 1829.
- JOUSSE. — *Traité de l'administration de la justice*, Paris, 1771, 2 vol in-4^o.
- DE JOUY. — *Arrests de règlement*, Paris, 1752, in-4^o.
- KLIMRATH. — *Mémoires sur les Olim et le Parlement de Paris*, Paris, 1837, in-8^o.

- DE LABORDE. — Préface aux actes du Parlement de Paris dans *Inventaires et documents*, Paris, 1863, tome I.
- LANGLOIS, CH.-V. — *Introduction aux études historiques*, Paris, 1898, in-16.
- *Textes relatifs à l'histoire du Parlement jusqu'à 1314*, Paris, 1888, in-8°.
- Essai de restitution d'un volume des Olim dans *Inventaires et documents*, Paris, 1863, tome I.
- LA ROCHE-FLAVIN. — *Treze (sic) livres des Parlements de France*, Bordeaux, 1617, in-fol.
- LE BRET. — *De la souveraineté du Roy*, Paris, 1632, in-4°.
- LECLERC DU BRILLET. — Tome IV du *Traité de la police* de Delamare. De la voirie, Paris, 1738, in-fol.
- LE NAIN DE TILLEMONT. — Extraits des registres du Parlement de Paris, Mss de la Bibliothèque de la Chambre des Députés, 223 vol. in-fol. Tables 224 vol. in-fol.
- LE PAIGE. — *Lettres historiques sur les fonctions essentielles du Parlement*, Amsterdam, 1753, in-12.
- DE LESPINASSE. — *Les métiers et corporations de la ville de Paris*, Paris, 1886, 3 vol. in-4°.
- DE LÉZARDIÈRE (Mlle). — *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, 2^e éd., Paris, 1844.
- Écrits inédits, publiés par E. Carcassonne, Paris, 1927. *Tableau des droits réels et respectifs du monarque et des sujets depuis le fondement de la monarchie française jusqu'à nos jours*.
- LUCHAIRE. — *Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, Paris, 1883, 2 vol. in-8°.
- *Manuel des institutions françaises*, Paris, in-8°.
- MAUGIS. — *Histoire du Parlement de Paris*, Paris 1913, 3 vol. in-8°.
- MERLIN. — *Questions de droit*, Paris, 1810, 5 vol. in-4°.
- DE MÉZERAY. — *Mémoires historiques et critiques sur divers points de l'histoire de France et plusieurs autres sujets curieux*, Amsterdam, 1732, in-12.
- PARDESSUS. — *Essai historique sur l'organisation judiciaire*, Paris, 1851, in-8°.
- PASQUIER. — *Les recherches de la France*, Paris, 1665, in-fol.
- RITTIEZ. — *Histoire du Palais de justice de Paris et du Parlement*, Paris, 1860, in-8°.
- TUETÉY. — *Inventaire analytique des livres de couleur du Châtelet de Paris*, Paris, 1899, in-fol.
- *Inventaire analytique des bannières du Châtelet de Paris*, Paris, 1907, in-fol.

Il y a dans l'histoire de chaque peuple une de ces institutions gigantesques que l'on ne peut passer sous silence dès que l'on veut retracer la vie du pays : sous l'ancien régime en France, c'est le Parlement de Paris.

Il est presque aussi ancien que la monarchie et intimement uni à elle, car ils se doivent beaucoup mutuellement. Par ses origines, la dignité de ses membres, et son œuvre, le Parlement de Paris fut grand et son nom demeurera toujours lié à celui de notre ancienne royauté quand on évoquera ceux qui ont fait l'unité de la France.

Son origine est antique, et ses adversaires les plus acharnés ne peuvent le faire remonter moins loin que le début du ^{xiv}^e siècle, ce qui lui fait encore une assez longue carrière : cinq cents ans d'une existence de travail et d'honneur.

Ses magistrats, qui représentaient la personne du Roi, ont, pendant cette longue période, gardé intacte, en dépit des attaques de leurs ennemis, leur réputation de justice et d'intégrité.

Son œuvre eut une portée immense, et les archives qu'il a laissées en font foi. Aucune question ne le laissa indifférent, et on peut dire que sa compétence

a été universelle, en fait, sinon toujours en droit. Les cas mêmes dont la connaissance lui était refusée, il ne se les laissa arracher qu'après des luttes acharnées où sa ténacité n'eut pas toujours le dessous. Ses adversaires les plus redoutables, la Chambre des Comptes et la Cour des Aides, restèrent en conflit avec lui jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Enquêtes et arrêts suffiraient à eux seuls à faire la gloire du Parlement de Paris : il ne s'en tint pas là, et, par une suite de circonstances les plus diverses, en arriva à s'occuper des affaires d'état par les enregistrements et les remontrances. Enfin, par les arrêts de règlement, le Parlement fit œuvre de législateur, ou plus exactement usa du pouvoir réglementaire, tel qu'on le connaît et le définit de nos jours.

On a beaucoup parlé du rôle politique du Parlement de Paris et de ses prétentions législatives; actes d'enregistrement et remontrances ont été étudiés, et on a démontré que ce n'étaient pas là des attributions fondamentales qui eussent fait du Parlement le véritable censeur de nos Rois.

On parle peu des arrêts de règlement, et les partisans les plus ardents des prérogatives du Parlement ne font que les mentionner. Il y a cependant là une manifestation intéressante d'un pouvoir réglementaire qui a travaillé cinq siècles dans les matières les plus diverses.

Il ne faut d'ailleurs pas non plus exagérer l'importance de ces arrêts : ils ont été nombreux, impératifs, utiles, mais ils sont toujours restés cantonnés dans

un certain ordre de questions qu'on peut presque toutes ramener à un genre unique : la police, et ils n'ont jamais eu, ni voulu avoir, l'ampleur de véritables lois.

Quoi qu'il en soit, c'est ce pouvoir réglementaire du Parlement de Paris dont nous essaierons de faire ici l'étude. Nous rechercherons sa nature et son origine, puis nous passerons en revue les principaux de ces arrêts.

PREMIERE PARTIE

*Nature et origines du pouvoir réglementaire
du Parlement de Paris.*

CHAPITRE PREMIER

Définition et nature des arrêts de règlement

Section I : DÉFINITION.

Qu'entend-on exactement par arrêt de règlement? Rien n'est plus difficile à composer qu'une définition, aussi, avant de répondre à cette question, cherchons-nous quelle conception se sont faite nos anciens auteurs des arrêts de règlement. C'était une chose qu'ils étaient à même de juger et de définir.

A la vérité, on peut parcourir d'un bout à l'autre tous les ouvrages écrits avant 1789 qui ont trait aux Parlements, on n'y trouvera, à deux ou trois exceptions près, pas une seule définition des arrêts de règlement. Dans certains seulement, et presque à chaque page, se trouvent de longues listes de ces arrêts avec commentaires, et dans d'autres, des allusions au pouvoir réglementaire du Parlement.

La Roche Flavin, dans son ouvrage sur les Parlements de France, définit ainsi les arrêts de règlement « Arrests généraux, solennels, prononcez en robes

rouges, donnés sur les pures questions de droit, lesquels en pareilles questions servent de loi ».

Boucher d'Argis, dans son article de l'Encyclopédie, v^o Arrêt, distingue les arrêts en robes rouges, et les arrêts de règlement. Il définit ainsi les premiers : « arrêts que les Chambres assemblées avec solennité, et dans leurs habits de cérémonie, prononçaient sur des questions de droit dépouillées de circonstances pour fixer la jurisprudence sur ces questions » et les seconds : « ceux qui établissent des règles et des maximes en matière de procédure ». Hâtons-nous de dire que les arrêts de règlement purent être prononcées ou non en robes rouges, et qu'ils n'eurent pas seulement la procédure pour objet; ce qui importe, c'est la publicité donnée à l'arrêt. Remarquons en passant que cette solennité et ces robes rouges revenaient à dates fixes : surveillance des grandes fêtes de Pâques, Pentecôte, Toussaint et Noël, en souvenir du temps où le Parlement tenait ses sessions précisément au moment de ces fêtes.

La meilleure définition que l'on puisse trouver est celle qui fut donnée par le Parlement lui-même, dans les remontrances du 5 juin 1767 : « Le Parlement a rendu sur toutes les parties de la jurisprudence, sans que les rois l'aient désapprouvé, un grand nombre de ces décisions solennelles qui sont toujours faites expressément ou tacitement sous le bon plaisir du Roy, jusqu'à ce qu'il y ait statué lui-même par une loi. » (1)

(1) FLAMMERMONT. *Remontrances*, II, p. 780.

Nous dirons donc que l'arrêt de règlement est une décision rendue par le Parlement sur un point quelconque de droit non encore réglé, en attendant qu'une loi y ait pourvu, et à laquelle il est donné une publicité particulière.

Section II : NATURE.

On a dit que les arrêts de règlement constituaient de véritables actes législatifs. Des auteurs modernes (1) ont défini les arrêts de règlement « des espèces de lois provisoires » ou parlent de la participation du Parlement au pouvoir législatif (2). Il faut s'entendre : si, par acte législatif, on veut dire pouvoir réglementaire émanant du pouvoir législatif, c'est bien là la véritable nature de l'arrêt de règlement; si, au contraire, on veut dire acte législatif au vrai sens du mot, tel que nous le comprenons de nos jours, on méconnaît la nature de ces arrêts.

Il manque à l'arrêt de règlement encore un caractère pour être une loi : la généralité : en effet, ils n'ont jamais eu de vigueur que dans le ressort de la Cour qui les avait prononcés.

Enfin les arrêts de règlement n'émanent pas du pouvoir législatif exercé par le Roi, et sont limités par les véritables lois : les ordonnances royales et la

(1) PARDESSUS. *Essai sur l'organisation judiciaire*, p. 208.

(2) GLASSON. *Histoire du droit et des institutions de la France*, IV, p. 172.

coutume. Ils se rapprochent donc beaucoup plus des actes réglementaires de notre constitution actuelle : règlements d'administration publique du Président de la République, et arrêtés préfectoraux ou municipaux. Ces actes ne sont pas des lois, mais ce sont des délégations du pouvoir législatif pour l'application des lois. La ressemblance s'accroît si on examine les objets particulièrement visés par les arrêts de règlement ; si on excepte les arrêts de procédure et les arrêts civils, tous les autres concernent la police, les métiers, l'approvisionnement de Paris et la voirie, toutes questions réglées de nos jours par les préfets et les maires, détenteurs du pouvoir réglementaire. Leurs arrêtés sont eux aussi destinés à régler des détails négligés par le législateur (1). D'ailleurs, sur cette question, le mieux est de laisser la parole au Parlement lui-même, dans ses remontrances du 5 juin 1767 : « l'office de la loi est de fixer, par de grandes vues, les maximes générales du droit, et non de descendre dans le détail de toutes les questions qui peuvent naître dans chaque matière. » (2)

Il ne faut pas s'étonner que le Parlement, organe judiciaire, ait eu le pouvoir réglementaire, car, à cette époque, la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire n'existait pas. Pour édicter ses dispo-

(1) Portalis, dans le Discours sur le titre préliminaire du Code civil, a dit ceci : « L'office de la loi est de fixer par de grandes vues les maximes générales du droit et d'établir des principes féconds en conséquence ».

(2) FLAMMERMONT. *Remontrances*, II, p. 779.

sitions, le Parlement n'avait à son service qu'un seul genre d'actes : les arrêts. En les modifiant à peine, il les fit servir au but qu'il se proposait.

C'est le Roi qui détenait le pouvoir législatif. C'est lui qui pouvait le déléguer au Parlement qui représentait sa personne en rendant la justice. En même temps qu'il lui délègue le droit de justice, le Roi lui donne aussi le droit de faire des règlements qui traitent des questions secondaires dont la majesté royale ne saurait s'occuper.

A l'origine, le Roi rendait lui-même la justice, et c'était pour lui une fonction d'honneur. Hugues Capet, dans un diplôme pour l'abbaye de Corbie (1), s'exprime en ces termes : « ... nostre sublimité n'a de raison d'être que si nous rendons la justice à tous... » Suger (2) rapporte que Louis le Gros mourant laissa ce conseil à son successeur : « ... jus suum unicuique custodire... » Le Nain (3) en parle ainsi : « ... ce point étant le plus important de la puissance souveraine et de l'autorité des princes... »

Plus tard, les causes à juger devenant plus nombreuses, il fallut organiser des séances spéciales auxquelles le Roi ne pouvait pas toujours assister : on y rendait la justice en son nom. A ces sessions, les seigneurs, occupés ailleurs à leurs propres affaires, ne purent assister régulièrement. Ils se firent remplacer par des hommes de loi, clercs le plus souvent,

(1) *Recueil des historiens de la France*, X, p. 552.

(2) SUGER. *Œuvres*, éd. de la Marche, p. 143.

(3) *Traité de la Cour de Parlement de Paris*.

que leur compétence appelait tout naturellement à cette place. Le Roi fut d'ailleurs heureux, à une époque où la féodalité dressait autour de lui des rivaux souvent plus forts que lui, de se débarrasser de ces auxiliaires dangereux; mais, toujours les conseillers agirent au nom du Roi. On trouve, dans le Nain, des extraits des registres bien caractéristiques de cet état de choses : « Le Roi a dit, en parlant du Parlement : « ... et est praesentiam nostram in justicia repraesentans... », 22 janvier 1352 (1). « Dans des lettres, le Roi a loué le Parlement, et dit qu'il représente immédiatement sa personne. » Dans des circonstances semblables, le Roi a dit, le 28 avril 1364 (1) : quod nostrae majestatis representat, a quo, ut a fonte justitiae, regnicolae justiciam solent exhaurere. » Enfin, Le Nain rapporte que « pour montrer que le premier Président représente le Roi, c'est qu'il n'est précédé de personne en cérémonies publiques, et, de fait, le 22 juin 1567, Mgr le duc de Montpensier, prince du sang, marcha, dans une procession au-dessous du premier président ».

Ce n'est donc pas en vertu d'un pouvoir propre que le Parlement rendait des arrêts de règlement, c'est par une délégation de pouvoir du Roi. D'ailleurs, les anciens auteurs, qui avaient émis tant de propositions audacieuses quand il s'agissait de justifier les droits d'enregistrement et de remontrance, ne s'y sont pas trompés, et ont toujours donné aux arrêts de rè-

(1) LE NAIN. *Registres du Parlement*, t. CCXX, fol. 16, v°.

glement leur vrai caractère supplétoire et provisoire.

Quant à dire que les membres du Parlement n'ont pas pris un véritable plaisir à réglementer, c'est une autre question. Il est humain de désirer que son œuvre subsiste et ne reste pas inaperçue dans la masse des arrêts obscurs. Sans avoir aucunement l'intention de faire œuvre législative, quel est celui de nos conseillers actuels qui n'est pas heureux de rendre un arrêt de principe dont il espère qu'il fera jurisprudence?

Section III : CARACTÉRISTIQUES.

Comment reconnaîtra-t-on les arrêts de règlement au milieu du reste des arrêts ordinaires? Leur forme varie suivant les époques.

Jusqu'au début du xv^e siècle, il n'y a pas encore de formules définies; il faut discerner, dans les termes mêmes de l'arrêt, s'il édicte des décisions réglementaires. Quelquefois, il y a une forme un peu spéciale : tantôt, ce sera, au début : « concordatum et injunctum fuit... » 15 septembre 1260 (1) tantôt « ... et idem volumus in omnibus casibus similibus observari », 14 janvier 1335 (2).

Plus tard, ce seront quelques formules uniformes qui ne varieront guère. La plus courante est celle-ci : « ... et sera le présent arrêt leu et publié à son de

(1) *Olim*, I, fol. 103, v^o.

(2) *Arch. nat.*, x^e a, vii, fol. 8.

trompe et cry public, et affiché partout où besoning sera, afin que nul n'en prétende cause d'ignorance... » ou encore « ... et sera le présent arrêt lu, publié, affiché, et, à la diligence du Procureur général, envoyé aux baillages et sénéchaussées, du ressort, pour y être, à la diligence de ses substituts, aussi lu, publié et affiché, et envoyé par eux en tous lieux de leur ressort où besoin sera. Enjoint aux dits baillis et sénéchaux, et tous officiers de justice qu'il appartiendra, même aux siegneurs haut justiciers, dans les fonds et limites de leurs terres, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt... » ou « ... sera lu et publié es prônes des messes paroissiales de chacune église du ressort de la Cour; enjoit à tous curés d'en faire les publications... » ou enfin « ... sera lu, publié et enregistré au greffe du Châtelet... » A quelques variantes de détails près, ce sont là les principes formules employées.

Section IV : OBJETS DES ARRÊTS.

Sans entrer ici dans le détail des questions traitées par les arrêts de règlement, nous pouvons dire, dès maintenant, qu'ils ont eu surtout pour objet la police, les métiers, l'approvisionnement de Paris et la procédure. Les arrêts politiques, sans être de véritables règlements, ont cependant avec eux des caractères communs qui permettent de les rapprocher les uns des autres.

Les arrêts de règlement sur le pur droit civil sont peu nombreux, en comparaison des arrêts de police. Il faut en chercher les raisons.

Une première cause, c'est que les coutumes, rédigées ou non, avaient traité avec soin à peu près toutes les questions de droit civil qui pouvaient se poser, tandis qu'en matière de police, il n'y avait que les ordonnances royales et les règlements de police du Prévôt de Paris : il s'agissait de les interpréter, de combler les lacunes et, surtout, de pourvoir aux nécessités nouvelles dépendant des circonstances : guerres, famines, etc... Il faut penser aussi que ce rôle de préfet de police ne devait pas déplaire au Parlement, car nous trouvons un nombre considérable d'arrêts où il descend complaisamment dans les plus infimes détails de la vie quotidienne.

En second lieu, les arrêts civils, une fois rendus, étaient à peu près exécutés, et le Parlement n'avait pas à y revenir sans cesse, quelquefois peu de jours après, à plusieurs reprises, comme il fut obligé de le faire pour défendre, par exemple, le port d'armes, les attroupements, le luxe du costume, etc... Cette insistance prouve que les arrêts de la Cour, malgré des sanctions très sévères, n'eurent souvent qu'une autorité très relative.

Enfin, une dernière cause peut expliquer la rareté des arrêts civils : le Parlement, en édictant les arrêts de règlement, s'adressait à son ressort tout entier ; or, les limites de ce ressort dépassaient de beaucoup la zone d'application de la coutume de Paris. Il s'étend

dait en effet jusqu'aux ressorts respectifs des parlements des Flandres, de Lorraine, de Franche-Comté, de Bourgogne, de Trévoux, du Dauphiné, du Languedoc, de Guyenne, de Bretagne et de Normandie, vaste étendue de pays égale à une trentaine de nos départements actuels. Outre la coutume de Paris, le Parlement devait appliquer celles d'Artois, de Boulannois, de Ponthieu, d'Amiens, de Péronne, de Beauvaisis, de Vermandois, les diverses et nombreuses coutumes de Champagne, celles du Nivernais, du Bourbonnais, du Lyonnais, d'Auvergne, d'Angoumois, du Poitou, du Berri, de Tourraine, d'Anjou, du Maine et d'Orléans. En matière de droit civil, le Parlement ne pouvait donc traiter par règlement que des questions communes à toutes les coutumes ou des points de détail très particuliers.

Section V : MÉCANISME.

Comment, en pratique, le Parlement avait-il l'occasion de rendre un arrêt de règlement? Deux sortes de circonstances peuvent l'y engager :

1° Un procès en cours. Le Parlement donne la solution de cette affaire pendante et indique qu'à l'avenir il entend qu'on agisse de telle ou telle façon, à peine de... L'arrêt est rédigé en termes impératifs et se termine par l'une de formules de publicité que nous avons vues plus haut. C'est presque toujours le cas des arrêts de droit civil.

2° Un rapport circonstancié des officiers du Roi au Châtelet, ou du lieutenant civil ou criminel, une supplique du syndic d'une corporation ou du Prévôt des marchands, et le plus souvent une requête du Procureur général du Roi. Quelquefois, c'est de son propre chef qu'agit le Parlement; il indique alors les motifs qui l'ont poussé : abus, désordres, etc... Ces motifs ou les requêtes sont toujours placés au début de l'arrêt, aux lieu et place des noms des parties dans les arrêts ordinaires. Par exemple : « ... oüy les gens du Roy au Châtelet... » ou « ... sur la requête du Procureur général... ».

Section VI : CASSATION DES ARRÊTS.

L'autorité des arrêts de règlement s'étendait dans tout le ressort du Parlement, mais à la condition de ne pas avoir été cassés par le Conseil du Roi.

En effet, le Parlement avait un pouvoir souverain, mais les décisions de ce pouvoir, comme celles de tout pouvoir réglementaire étaient susceptibles d'être réformées pour excès de pouvoir, incompétence et violation de la coutume ou des ordonnances royales.

Le plus souvent les arrêts de règlement cassés par le Conseil du Roi avaient été inspirés par une idée politique, ou tout au moins contraire, directement ou indirectement, aux prérogatives royales et aux lois fondamentales du royaume. Tel fut le cas de tous les arrêts de règlement rendus dans le courant du XVIII^e siècle en matière religieuse et financière.

CHAPITRE II

Origines du pouvoir réglementaire du Parlement de Paris

C'est dans les origines mêmes du Parlement de Paris que nous trouverons celles de son pouvoir réglementaire.

Nombreux sont les anciens auteurs qui ont voulu placer dans les assemblées du peuple de l'époque franque, champs de mars ou de mai, l'origine du Parlement Pasquier (1) et Le Paige (2) sont les principaux propagateurs de cette idée, qui n'a d'ailleurs plus cours aujourd'hui. Il faut reconnaître que Le Paige, par exemple, ne donne cette origine au Parlement que pour pouvoir démontrer qu'il est aussi ancien que la monarchie, et a, par conséquent, autant de droits que cette dernière à la souveraineté. En effet, le Parlement eut ses admirateurs fervents qui s'entendaient à lui créer une origine quasi légendaire, pour lui donner des pouvoirs illimités. L'exagération à ce sujet n'avait pas de bornes; il faut lire, pour

(1) PASQUIER. *Recherches*, p. 41.

(2) LE PAIGE. *Lettres historiques*, p. 7.

s'en rendre compte, le panégyrique du Parlement par un anonyme, dans les « Mémoires » de Mèzeray.

Le Parlement eut d'ailleurs aussi ses détracteurs, qui furent ses ennemis de toujours, les grands seigneurs. Vieille rancune de seigneurs hauts justiciers, à qui on avait retiré le droit de justice pour le donner aux gens de robe ! Pour ces auteurs, tels que Boulainvilliers ou Saint-Simon, ce n'est que par usurpations successives que les conseillers ont arraché au Roi le pouvoir de juger, et ils font tout pour faire remonter le moins loin possible dans l'histoire, l'origine de ce corps détesté. Boulainvilliers ne se contente pas d'une partialité exagérée, il traite les parlementaires de « populace d'affranchis », et de « juristes qui ont la prétention d'en remontrer aux grands seigneurs ». Ces termes peu flatteurs sont bien caractéristiques de la mésentente qui régna toujours entre nobles et robins. Les œuvres où on peut les trouver, empreintes d'une trop grande partialité, ne peuvent, pas plus que celles des trop zélés partisans du Parlement, entrer en ligne de compte.

On a voulu voir aussi l'origine du Parlement dans la Cour des premiers rois francs, composée de seigneurs de leur entourage, qui rendaient avec le Roi la justice et s'occupaient des affaires d'Etat. C'est dans ce Conseil que le Parlement aurait pris naissance. C'est bien douteux. En effet, il faut se représenter qu'à l'époque franque le Roi était un seigneur comme ceux qui l'entouraient, plus hardi, plus intelligent, ou peut être moins scrupuleux. Sa cour était

barbare comme son époque. Il n'eut certainement ni l'idée, ni le temps d'instituer même un rudiment de Cour judiciaire. Il rendait la justice, assisté par ses fidèles, comme il traitait avec eux les affaires de guerre ou les proclamations à ses soldats. Surtout, il avait tout à redouter de la part de ces seigneurs dont la fidélité ne lui était pas toujours assurée, et il n'aurait eu garde de leur déléguer même une partie de ce pouvoir dont il se sentait si peu le maître.

Depuis les travaux de Beugnot (1) et de Boutaric (2), pour ne nommer que les principaux, on sait maintenant, de source certaine, que c'est dans la curia regis des rois capétiens qu'il faut chercher l'origine du Parlement (1).

Longtemps encore, tant que le Roi ne se sentira pas assez fort, il jugera lui-même, plus ou moins régulièrement, jusqu'au jour, où, enfin assuré de garder un pouvoir qu'on le lui dispute plus, il pourra confier l'autorité judiciaire à son conseil dont il ne redoute plus la puissance.

D'ailleurs, l'influence dissolvante de la féodalité a sapé toutes les institutions des époques précédentes, et il est impossible qu'avec un aussi complet changement de façon de voir, un rudiment quelconque de tribunal de l'époque franque ait pu subsister au XIII^e siècle.

(1) BEUGNOT. *Les Olim*, t. I, préface, p. LXXII.

(2) BOUTARIC dans *Inventaires et documents*.

(1) BEUGNOT. *Les Olim*, t. I, p. LXXII.

Il y a d'ailleurs dans les origines du Parlement beaucoup de points encore obscurs, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord la civilisation actuelle a changé. Elle n'est peut-être pas meilleure que celle du Moyen Age, mais elle est devenue tellement différente qu'il faut faire effort pour se mettre dans l'état d'esprit du temps et que nous avons peine à la comprendre.

Le manque de documents, et l'incompréhension de ceux qui nous restent ajoutent encore à l'obscurité qui règne sur cette période. L'écriture était fort peu répandue et les manuscrits assez rares. Peu d'entre eux ont traversé les âges sans accidents matériels et sans surcharges. On doute même de l'authenticité de certains. Bien souvent les questions se nouent autour de la lecture d'un passage de manuscrit, et à cause de ces différentes lectures on peut donner des solutions diverses. Le contexte et la logique ne permettent pas toujours d'être affirmatif, et la plus grande prudence est de rigueur.

Enfin les textes sont loin d'être clairs; lorsque leur lecture est certaine et facile, les interprétations ne sont pas toujours conformes à la pensée de l'auteur.

Comment au milieu de toutes ces difficultés trancher d'une manière décisive les questions qui se posent au sujet de cette période de notre histoire. Déjà lorsqu'on veut écrire l'histoire d'un événement ne remontant pas à plus de cinquante ans, on se heurte à une foule d'écrits et de documents contradictoires. On peut juger de ce qu'il en est lorsqu'il s'agit d'une

période qui date de sept siècles et combien en ce cas la vérité est difficile à établir.

Ainsi donc, cependant, un point est certain : le Parlement a pris naissance dans la Cour du Roi, non pas en un jour, mais par une longue suite de séances, d'enquêtes et de délibérations d'abord isolées et sans régularité ni dans les dates ni dans la composition du personnel. Peu à peu, une institution est sortie de la répétition même de ces travaux parce qu'ils étaient d'une utilité primordiale; s'ils n'avaient servi à rien, ils auraient cessé d'exister comme tant de ces créations d'un jour que nous voyons naître et mourir.

L'origine du Parlement ainsi établie, il faut nous demander où il a puisé le pouvoir réglementaire qu'il a toujours détenu. L'a-t-il eu de tout temps, et fait-il partie essentielle de ses attributions, ou est-ce là une concession de nos rois?

La conception particulière de la justice au Moyen Age, l'union intime du Parlement avec le Conseil du Roi, et l'influence de certains de ses membres peuvent expliquer la naissance des arrêts de règlement.

A l'origine du Parlement, dans la *Curia Regis*, quelle idée se faisait-on de la justice? C'était celle-ci : *jus suum cuique reddere*. Rendre à chacun son droit, c'est rendre la justice aux particuliers entre eux, à propos de leurs conflits journaliers, aussi bien au sujet de mariage et de succession que de voierie ou de métier. Rendre à chacun son droit, c'est faire régner l'ordre partout, matériellement et moralement. La justice est en effet l'établissement de l'ordre. En

ce sens, l'administration rentre dans la justice. S'il nous est difficile aujourd'hui, avec nos idées de séparation des pouvoirs, de nous représenter la justice sous ce jour, il n'en est pas moins vrai que c'est la conception qui régnait aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. Juger et administrer étaient une seule et même chose. Le Roi juge et administre, car c'est surtout, à cette époque, sa principale fonction; les lois, au sens propre du mot, étaient encore excessivement rares. Le Parlement juge et pourvoit à l'ordre de la cité. Enfin les prévôts eux-mêmes, à côté de leur pouvoir judiciaire avaient certaines fonctions administratives et financières.

En second lieu, le Parlement prenait part au pouvoir réglementaire par suite de sa confusion avec la Curia Regis. Que voyons-nous en effet dans le Parlement primitif? le Roi, et autour de lui une assemblée composée de clercs et de laïcs. On y réglait les questions au fur et à mesure qu'elles se présentaient, sans ordre ni méthode; jugements, décisions politiques, cas de conscience, ordres militaires, différends entre grands vassaux, règlements de police y étaient traités tour à tour. Lors de l'organisation définitive, qui s'était faite insensiblement, Parlement et Conseil du Roi gardèrent après leur séparation, chacun un peu des attributions de l'autre : le Parlement, le pouvoir réglementaire, le Conseil du Roi, la juridiction.

Pardessus (1) a voulu démontrer que le Conseil du

(1) Introduction au tome XXI des Ordonnances des Rois.

Roi et le Parlement n'avaient jamais été confondus, et que le Conseil du Roi, avec des attributions fixes existait déjà avant saint Louis à l'état indépendant. Cependant il se hâte d'ajouter « je n'entends pas dire... que la distinction des attributions de l'une et l'autre section ait été si précise qu'il résultât une incompétence absolue pour la section judiciaire de prendre part aux délibérations sur les lois et réciproquement » p. XLVI. Comme preuve de son assertion, Pardessus cite un texte de Joinville dans lequel il est question de la Chambre aux Plaids où siégeait le Parlement alors que le Roi a expédié une affaire avec des évêques en un autre lieu. « Prièrent tuit li prélat au roy que il venist parler à aus touz seus... quant il revint de parler aus prélas, il vint à nous qui l'attendions en la Chambre aus plaiz... » (1) On peut objecter d'abord qu'il existe une variante au manuscrit de Bruxelles du XIV^e siècle qui est : « en la Chambre au palais ». Ensuite il ne semble pas qu'il y ait eu conseil, puisqu'au contraire l'évêque de Châlons et l'archevêque de Reims étaient les plaignants et demandèrent à parler au Roi « tout seus », il était donc naturel qu'il les emmenât dans une autre salle. D'ailleurs Joinville clôt ce récit par ces mots : « Et ces choses vous monstre-je pour ce que vous voyez tout cler comme il se délivra tout seuz par son senz de ce qu'il avait à faire. » On ne peut donc pas dire en l'occurrence qu'il y ait eu conseil.

(1) JOINVILLE. *Histoire de Saint Louis*, éd. de Wailly, n° 452 G.

Par contre, au début du xiv^e siècle la séparation était faite, mais c'était chose toute récente puisque le Roi est obligé de rappeler dans une ordonnance « ... qu'il ne veut avoir en son Parlement que genz qui y puissent entendre continuellement sanz en partir et qui ne soient occupez d'autres grans occupations ». 3 décembre 1319 (1).

Le Nain, ce travailleur patient, qui a rédigé des extraits de tous les registres du Parlement existant à l'époque où il vivait (xvii^e siècle), a laissé un *Traité de la Cour de Parlement de Paris* (1) où il parle de l'institution et des attributions du Parlement. Il a, pour la Cour dont il fit partie, un grand attachement et une grande vénération qui ne vont cependant pas jusqu'à l'aveugler sur elle, car il en parle avec une modération admirable, restant toujours le champion de l'autorité souveraine du Roi sur le Parlement. A propos de l'origine du Parlement, Le Nain dit ceci : « Le Roy n'a pas voulu que les officiers destinés à l'administration de la justice fussent embarrassés d'autres affaires même de celles de l'Etat... Je ne doute point que cette opinion ne touche plusieurs esprits qui imbeüs d'une erreur commune qui est dans les Parlements, même dans celui de Paris, et ignorent ce qui est dans leurs propres registres, croient que le Parlement ambulatorio était le Conseil d'Etat des rois... opinion n'ayant aucun fondement dans notre antiquité, notre histoire et nos registres... les rois

(1) Mss. de la Chambre des Députés, n° 967.

ont toujours eu à leur suite un conseil séparé dudit Parlement pour les affaires d'Etat... mais outre ces témoignages si forts, la raison naturelle le montre, la qualité de la chose et des affaires d'Etat requérant une communication fréquente et prompte, ce qui n'est pas du Parlement qui s'assemble à certains temps seulement... » Le Nain se place à une époque où la Cour siégeait déjà en sessions spéciales de justice, car auparavant les conseillers qui vivaient dans l'intimité du Roi étaient toujours à sa disposition pour lui donner conseil.

Enfin une dernière cause a pu inciter le Parlement à réglementer. La Curia Regis, dans ses débuts tout au moins, comprenaient avec le Roi et ses familiers, les grands vassaux de la couronne. Ceux-ci, d'après les règles féodales, comme en témoigne le serment (1) qu'ils prêtaient au Roi, lui devaient le service de conseil. Sur leurs terres ils étaient haut-justiciers, donc administrateurs; ils apportaient à la Cour leur expérience et leurs habitudes. Tout les portait donc à édicter des dispositions impératives. Cependant, si on examine le texte des Olim, on voit que les arrêts de règlement sont quelquefois rédigés au nom du Roi, qu'il fût présent ou non, ou d'une manière impersonnelle « ... *determinatum est concorditer... ordinatum fuit... dictum et pronunciatum fuit...* On ne peut donc retrouver la trace marquée d'une influence de ce genre dans les textes, mais elle est très possible.

(1) *Consilium et auxilium secundum meum scire et posse in omnibus negotiis præbiturum, Liber feudorum, l. II, tit. VII.*

On a aussi beaucoup insisté pour expliquer le pouvoir réglementaire du Parlement sur cette phrase du Digeste (9. 1. 3.) ainsi conçue : « *non ambiguitur senatum jus facere posse...* » et divers autres textes sur le même sujet. On jouait d'ailleurs sur le mot « *senatus* » que l'on avait appliqué au Parlement. C'est en comparant ce dernier au Préfet du Prétoire, qui était, à Rome, la plus haute autorité judiciaire, et qui avait aussi certaines attributions réglementaires, qu'on avait pu accorder le même pouvoir au Parlement. D'ailleurs, cette phrase fut interprétée dans un sens très restrictif par certains auteurs. C'est ainsi que Le Bret en parle ainsi : « ... les cours souveraines peuvent bien faire des règlements publics selon les occasions qui se présentent aux formes de la justice et de la police, et par provision seulement, mais elles ne peuvent rien définir par une loi générale, mesmement contre les lois et ordonnances qui sont déjà receües. Et c'est ainsi qu'on doit entendre et recevoir en France le mot du jurisconsulte : *non ambiguitur senatum jus facere posse.* » (1)

Cette phrase du Digeste n'a que la valeur d'une interprétation faite après coup, et ne peut servir pour justifier le pouvoir réglementaire du Parlement.

Donc le Parlement, dès son origine, a puisé dans sa confusion avec le Conseil du Roi, jointe à la conception particulière qu'on se faisait de la justice à cette époque le pouvoir de faire des arrêts de règle-

(1) *Traité de la souveraineté*, p. 73.

ment. Ce fut par une délégation tacite du Roi qui ne pouvait pas plus veiller lui-même à l'administration de la ville et autres questions de ce genre, que rendre en personne la justice à ses sujets. On a toujours reconnu que le pouvoir judiciaire était une émanation du pouvoir royal qu'il représentait, pourquoi ne pas voir ici l'application identique du même principe.

Les arrêts politiques ont la même origine que les arrêts règlement. Ce qu'il y a de particulier c'est que les Rois les ont en quelque sorte encouragés. Bien souvent les membres du Parlement ont été appelés à siéger au Conseil du Roi pour donner leur avis dans les affaires importantes. C'est même sur cette particularité que se fondaient les anciens auteurs qui appelaient le Parlement « le Conseil de nos Rois » à une époque où il n'était plus qu'une Cour judiciaire. C'est une erreur, car si des conseillers du Roi purent siéger au Parlement et des magistrats prendre place au Conseil, le cumul d'un ou plusieurs fonctionnaires n'implique nullement le cumul du corps tout entier.

Dans d'autres occasions des conseillers du Parlement furent chargés d'ambassades et de missions délicates, ou jugèrent les procès politiques, comme celui du connétable de Bourbon, accusé de haute trahison.

Toutes ces questions, si passagères fussent-elles, habituèrent le Parlement à voir plus haut et plus loin que les procès journaliers. Si certains de ses membres outre-passèrent les droits très légitimes que leur donnait le titre de gardiens des lois fondamentales

du Royaume, c'est plutôt le vice d'une institution dont les pouvoirs étaient trop complexes que leur audace révolutionnaire qu'il faut en rendre responsable.

C'est ainsi que peuvent se concilier deux opinions dont l'une voit dans ces arrêts une concession des Rois, et l'autre un abus de pouvoir du Parlement. Dans une certaine mesure les deux idées sont justes : dans ses origines et dans ses fonctions temporaires, le Parlement vit la justification des empiètements politiques que lui conseillait son ambition.

DEUXIEME PARTIE

*Principales manifestations du pouvoir réglementaire
du Parlement de Paris.*

CHAPITRE PREMIER

Classification

Lorsqu'on a relevé un certain nombre d'arrêts de règlement, nombre considérable, même si on ne retient que les plus caractéristiques, et qu'il s'agit de les mettre en ordre, une question se pose : comment entreprendre cette classification ? Les ranger chronologiquement est impossible, car cela nécessiterait de fastidieuses redites. L'ordre méthodique paraît s'imposer, mais à quel point de vue se placer ?

On pourrait d'abord classer les arrêts de règlement en arrêts entre parties, c'est-à-dire donnés à l'occasion d'un procès, et en arrêts émanés spontanément du Parlement, en dehors de tout litige. Cette dernière sorte d'arrêts est évidemment la plus intéressante, car elle est la véritable manifestation de ce pouvoir quasi législatif dont le Parlement a fait un si fréquent et si utile usage. Dans ce cas, en effet, ce n'est plus seulement indirectement, au cours d'une affaire, que le Parlement réglemente, c'est ouvertement et sans équivoque possible,

Cependant, il ne faut pas s'y tromper, cette distinction ne paraît aucunement avoir touché les conseillers au Parlement, auteurs mêmes des arrêts; ni eux, ni les arrêlistes n'y font la moindre allusion. Tous les auteurs modernes, au contraire, l'ont faite, et elle est en effet simple à faire en lisant le texte de l'arrêt. Ce n'est pas de cette façon que nous rangerons les arrêts, car pas un arrêt de règlement, cité comme tel dans une autre décision du Parlement, n'est qualifié entre parties, ou en dehors de tout litige, ou de tout autre terme équivalent. Pas un seul arrêliste ne fait cette distinction; tout au contraire, nombreux sont ceux qui qualifient arrêts de règlement des décisions qui n'ont pas l'autorité désirée pour mériter ce titre, et qui sont simplement des arrêts ordinaires. Cependant, des hommes tels que Pasquier, Le Nain, de Jouy, conseillers, maîtres des requêtes ou avocats, connaissaient sans nul doute les expressions techniques de leur profession, et parlaient le langage du Palais : donc, s'ils n'ont fait aucune mention de cette distinction, c'est qu'elle n'existait pas dans la nature des arrêts, et ne fut jamais qu'occasionnelle.

De Jouy, dans son recueil d'arrêts de règlements, paru en 1752, c'est-à-dire presque à la fin de l'ancien régime, à une époque où le « style » du Parlement était fixé depuis fort longtemps, distingue quatre sortes d'arrêts de règlement : 1° ceux dont la publication a été ordonnée dans les baillages et sénéchaussées; 2° ceux qui n'ont été rendus qu'après avoir

consulté les Chambres; 3° ceux qui contiennent des défenses ou injonctions faites aux juges ou autres officiers; 4° ceux après la prononciature desquels les premiers présidents ont averti le barreau des motifs qui ont déterminé la Cour et de la matière dont elle jugera à l'avenir quand de pareilles questions se présenteront. Cette classification est meilleure et entraînerait mieux que la précédente dans la nature même des arrêts; elle a, de plus, le mérite de mettre en lumière la façon dont le Parlement a entendu que sa décision soit exécutée, et les motifs qui l'ont incité à agir. Ce n'est cependant pas non plus cette méthode que nous adopterons, car elle aurait aussi le défaut d'obliger à de fâcheuses répétitions.

Le plus simple, puisque, somme toute, les arrêts n'ont varié que par leur objet, c'est de les classer dans un ordre méthodique par rapport à cet objet. Le Parlement a eu une compétence universelle, mais il n'est pourtant pas impossible de grouper ses arrêts en un certain nombre de catégories.

On peut distinguer six ordres de matières : police générale, libertés publiques, métiers, approvisionnement, procédure et arrêts civils, dont chacune fera l'objet d'un des chapitres suivants. Les arrêts politiques seront étudiés dans un chapitre supplémentaire.

CHAPITRE II

Police Générale

La police de la capitale appartenait au Prévôt de Paris et aux officiers du Châtelet. L'office de lieutenant civil fut créé en 1321, celui de lieutenant criminel en 1343, et celui de lieutenant criminel de robe courte le 7 mai 1526. Enfin, la lieutenance générale de police ne date que de Louis XIV, puisque c'est à un édit de mars 1667 qu'elle doit son existence. Il ne faut pas oublier les commissaires enquêteurs et examinateurs, surnommés par un ancien auteur « *oculi magistratuum* », qui étaient, à peu près, ce que sont les commissaires de police actuels, chargés de tout voir, tout entendre, et tout rapporter.

Le Parlement, comme juge souverain, et comme détenteur du pouvoir réglementaire, a trouvé dans les questions de police une source abondante de cas à régler.

Il l'a fait avec une minutie qui nous surprend aujourd'hui. On ne s'étonne plus que des procès, célèbres par le rang des parties, ou l'importance de l'objet

du litige, aient mis des années et des années à être jugés, quand on voit la Grand'Chambre, ou même dans certains cas les Chambres assemblées, descendre dans les détails les plus infimes de la police parisienne. En agissant ainsi, le Parlement ne sortait d'ailleurs pas de son rôle, puisque pendant les vacances de la Prévôté, c'était le Procureur général du Roi qui était chargé de la police. De même, le premier président était chargé de la police dans certaines périodes troublées.

Le Parlement édicta quelques arrêts de règlement de police générale, comme, par exemple, ceux du 8 juillet 1516 (1) et du 27 novembre 1577 (2), mais il préféra toujours se borner à des points plus spéciaux, afin de les traiter avec plus de soin.

Section I : LA SÛRETÉ.

Parmi les plus anciens règlements relatifs à la sûreté de la ville, nous trouvons ceux qui rappellent l'obligation de faire le guet. Cette garde de jour et de nuit devait être peu goûtée des bourgeois parisiens, car le Parlement fut obligé de renouveler bien souvent ses injonctions. Le premier arrêt date de l'octave de la Toussaint 1264 (3). Il ordonne à tous les marchands de Paris de faire le guet, que le Prévôt soit

(1) LE NAIN. Pl. tome XXIII, fol. 116, v°.

(2) LE NAIN. *Cons.*, tome XL, p. 1, fol. 243, v°.

(3) *Olim* I, fol. 140 r° BEUGNOT, I, p. 584, n° 6.

présent ou non. A la Chandeleur 1270 (1), les bourgeois demeurant dans l'enclos et la juridiction du Temple sont sommés de faire le guet comme les autres bourgeois de Paris. Quelque temps plus tard, le 24 mai 1271 (2), le Parlement ordonna aux changeurs, orfèvres, drapiers, taverniers, de faire le guet comme les membres des vingt et un métiers de Paris. En 1281 (3), le Parlement, faisant un règlement général sur le métier de boulanger, ajoute « *Item quod nullus talemelarius, etiamsi juratus, erit liber seu quietus a gueto* ». Le 7 février 1485 (4), arrêt est fait pour le guet des gens de métier. Ce sont là les premiers arrêts, de nombreux autres les suivent; en voici quelques-uns : 3 et 7 juin 1524 (5), ordre aux habitants de Paris de faire le guet; 17 novembre 1526 (6), arrêt pour le guet et la sûreté des rues; 29 octobre 1558 (7), grand règlement par provision sur le guet. Enfin, le 19 février 1691 (8), arrêt pour assurer la sûreté de la nuit, et concernant aussi le guet.

Il ne s'agissait pas seulement de veiller, il fallait aussi porter des sanctions contre les voleurs. Les règlements à ce sujet sont relativement assez rares, non

(1) *Olim* I, fol. 183 v° BEUGNOT, I, p. 843, n° 14.

(2) *Olim* I, fol. 186 v° BEUGNOT, I, p. 865, n° 32.

(3) DELISLE. *Essai de restitution*, n° 454.

(4) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 772, livre vert neuf, fol. 54.

(5) TUETÉY. *Livres de couleur* n°s 1327 et 1328, livre rouge neuf, fol. 118 et 118 v°.

(6) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1358, livre rouge neuf, fol. 154 v°.

(7) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. II, p. 784.

(8) DELAMARE. I, p. 265.

qu'il n'y eut pas de voleurs (c'était l'âge d'or des tire-laine et des vide-gousset), mais point n'était besoin du Parlement pour proclamer qu'on ne devait prendre le bien d'autrui.

Citons cependant le 6 février 1617 (1) arrêt contre les voleurs de nuit; le 7 août 1623 (2) contre les « filoux »; le 24 janvier 1625 (3) grand règlement contre les voleurs. Souvent le Parlement statua à leur occasion; en voici quelques exemples. Le menu peuple de Paris devait protéger un peu trop ouvertement les voleurs de grand chemin, car, le 31 août 1660 (4), sur une plainte du Prévôt de l'Ile, le Parlement fit défense aux bateleurs, voituriers, sommeliers, portesacs, crocheteurs, soldats du régiment des gardes, et toutes autres personnes de s'attrouper, de secourir les prisonniers et empêcher les expéditions des peines de justice à peine de la vie ». Le 22 février 1563 (5) la Cour ordonna de mettre des portes aux carrières, car les voleurs en faisaient la nuit leur repaire.

Section II : PORT D'ARMES, ATTROUEMENTS, MASQUES.

Les arrêts qui défendent le port des armes et les attroupements sont si nombreux et nous les retrouvons

(1) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. III, p. 52.

(2) FÉLIBIEN. *Preuves*, par. III, p. 67.

(3) LE NAIN. *Cons.*, t. LI, p. II, fol. v^o.

(4) LE NAIN. *Cons.*, t. LXI, fol. 355.

(5) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 90.

si souvent que cela donne à penser qu'ils ne devaient guère être respectés. Le premier est du 16 mai 1288 (1). Il défend de porter des couteaux pointus, des boucliers, épées ou autres armes, à peine de confiscation et bris de ces armes. Il interdit en même temps les sorties nocturnes, même pour noce ou autre cause. Un grand nombre d'arrêts défend de porter « pistolets, arquebuses, et autres bastons à feu, arbalestes, cottes de mailles et autres armes, à peine d'être pendus et étranglés », 25 mai 1515 (2), 1^{er} décembre 1523 (3), 23 mai 1524 (4), 3 juillet 1546 (5), 7 mars 1553 (6), 31 mars 1564 (7), 30 mars 1600 (8), 10 septembre 1681 (9), 7 avril 1762 (10). Le Parlement procéda ensuite à l'épuration de la ville. Il donna avis « qu'on fera sortir de Paris, dans les 24 heures, tous les soldats et autres qui sont sans adresse et sans domicile ». La sanction est la peine de mort : 7 avril 1562 (11), 8 janvier 1615 (12).

Les duels furent toujours prohibés avec plus ou

(1) *Olim* II, ol. 79 v°, BEUGNOT, II, p. 278, n° 11.

(2) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1145, livre gris, fol. 148 v°.

(3) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1308, livre rouge neuf, fol. 105.

(4) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1308, livre rouge neuf, fol. 115.

(5) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 59.

(6) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 75.

(7) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 90.

(8) LE NAIN. *Tourn.*, t. V, fol. 134.

(9) TUETÉY. *Bannières*, n° 4296.

(10) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 89.

(11) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 194 v°.

(12) LE NAIN. *Tourn.*, t. V, fol. 341.

moins de rigueur. Un arrêt du 26 juin 1599 (1) les défend à peine de confiscation de corps et de biens.

Enfin, les attroupements sont interdits, et ceci vise en particulier les palefreniers, laquais, pages et clercs, dont les insolences durent dépasser plus d'une fois les bornes de la plaisanterie. En effet, le 7 mars 1553 (2), en leur défendant « de faire aucune exclamation, insolence ou dérision, et d'aller en troupe », le Parlement les avertit que « dans la cour du Palais seront dressées deux potences, pour, sans autre forme de procès, exécuter les contrevenants ». Réitéré le 31 mars 1564 (3) et le 30 mars 1600 (4), à peu près dans les mêmes termes.

Le port des masques dans la rue fut toujours considéré, avec raison d'ailleurs, comme une cause de désordres; aussi le Parlement eut-il fort à faire pour l'interdire, sans grand succès, à en juger par le nombre des règlements à ce sujet : le 28 avril 1514 (5), il interdit la vente et le port « des faux visages appelés masques et autres objets impudiques et scandaleux ». Les mêmes le 7 janvier 1506 (6), le 27 novembre 1535 (7), le 4 janvier 1563 (8).

(1) FLAMMERMONT. *Remontrances*, t. II, p. 783.

(2) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 112 v°.

(3) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 355.

(4) LE NAIN. *Tourn.*, t. V, fol. 134.

(5) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1128, livre gris, fol. 131.

(6) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1218, livre rouge neuf, fol. 42 v°.

(7) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 46 v°.

(8) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. II, p. 808.

Section III : COSTUME.

Les arrêts de règlement relatifs à l'habillement furent si nombreux qu'à la fin du seizième siècle, un lieutenant civil du Châtelet dut demander au Parlement ceux qu'il devait faire exécuter. C'était, en effet, un préjugé qui eut cours fort longtemps, que le luxe des vêtements et des maisons était nuisible à la moralité publique et à la prospérité économique. Ce n'est pas toutefois la principale préoccupation du Parlement : il ressort des termes même des arrêts que le but qu'il veut atteindre est de maintenir les différences de classes par les différences de costumes. Voici les principaux arrêts : 13 septembre 1561 (1), règlement sur la manière de s'habiller; 20 octobre 1559 (2), la Cour a fait défense à tous artisans de porter « chausses chiquetées et bouffantes de taffetas, à peine d'être pendus et estranglés »; 11 mars 1573 (3), règlement touchant « la superfluité des habits »; 4 février 1589 (4), la Cour enjoignit « de se vêtir d'habits modestes, selon sa qualité, sans excès ni superfluité »; 29 mars 1593 (5), « réformation sur l'excès et l'enrichissement des habits »; 29 mars 1613 (6), défense de porter des étoffes d'or, d'argent et de soie.

(1) LE NAIN. *Pl.*, t. XXXI, fol. 171 v°.

(2) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 85 v°.

(3) LE NAIN. *Cons.*, t. XXXIX, fol. 245.

(4) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 100 et 298 v°.

(5) LE NAIN. *Pl.*, t. XXXV, fol. 334.

(6) LE NAIN. *Cons.*, t. XLVIII, part. II, fol. 19 v°.

Enfin, le 26 juin 1420 (1), le Parlement « fait défense à toutes filles et femmes de mauvaise vie de porter des robes trainantes, des colets renversez, du drap d'écarlate en robes ou en chaperons, des fourrures de petit-gris, ny autres riches fourrures, soit en colets, poignets, pourfils ou autrement, attendu que ce sont les ornements que portent les damoiselles ». Il leur est aussi défendu de porter des ceintures ou tissus de soie et des fourrures d'or ou d'argent « qui sont les ornements des femmes d'honneur, à peine de confiscation, de prison et d'amende », 17 avril 1426 (2). Le Parlement interdit aux mêmes personnes d'habiter dans certaines « bonnes » rues, le 24 juillet 1480 (3).

Section IV : AUBERGES.

Le Parlement réglementa sévèrement les conditions d'existence des auberges.

D'abord, il défend, par un arrêt du 30 avril 1579 (4), aux hôteliers et cabaretiers de recevoir les « domiciliaz », c'est-à-dire les habitants du lieu, et de ne laisser entrer que les étrangers passant dans le pays. L'intention était bonne, mais l'application était difficile, pour ne pas dire impossible, car elle eût exigé une surveillance très serrée et un grand déploiement de

(1) TUETÉY. *Restitution*, n° 2001, livre vert vieil premier.

(2) TUETÉY. *Loc. cit.*

(3) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1378, livre rouge neuf, fol. 162 v°.

(4) DELAMARE, III, p. 730.

gens de police. L'arrêt du 18 décembre 1556 (1) eut aussi peu de succès : il défendait aux « artisans mécaniques » et aux habitants de Paris d'aller boire ou manger dans les cabarets et tavernes, et d'y fréquenter. Les auberges étaient ouvertes à des heures indues de la nuit, et pendant les offices religieux : le Parlement le défendit le 15 septembre 1711 (2). Il régla même les prix qu'on fera dans les hôtelleries : 14 novembre 1561 (3), « règlement pour les hostelleries, et de ce que chacun y paiera », usage fort recommandable, et qui dut éviter plus d'une fâcheuse surprise au moment du paiement. Le 23 janvier 1563 (4) : « règlement pour les cabarets, hostelleries et tavernes, prix des vivres et règle des festins ».

Section V : JEUX, LOTERIES.

Partout et toujours la passion du jeu fut réprimée, et le Parlement eut fort à faire pour empêcher les joueurs de se réunir, et les organisateurs de jeux d'en bénéficier. Les uns et les autres firent si bien que, malgré les défenses sans cesse répétées, les arrestations, les amendes et les suppressions, ils subsistèrent aussi longtemps que le Parlement lui-même.

Un arrêt du 17 janvier 1611 (5) interdit tous les jeux

(1) LE NAIN. *Après d.*, t. XII, fol. 32.

(2) DELAMARE, III, p. 726.

(3) LE NAIN. *Pl.*, t. XXXI, fol. 187.

(4) LE NAIN. *Pl.*, t. XXXI, fol. 374.

(5) TUETÉY. *Bannières*, n° 3401.

de cartes ou de dés. Le 8 juillet 1661 (1), le Parlement défendit de jouer au Hocca (2), à peine de 2.000 livres d'amende. Le 16 septembre 1680 (3), la Cour interdit « à toutes personnes de tenir aucune académie de jeux publics, et particulièrement de donner à jouer aux jeux appelés le Hocca et la Bassette (4) à peine de 3.000 livres d'amende... et à toutes personnes de jouer aux dits jeux de hazard à peine de 500 livres d'amende et peines corporelles en cas de récidive ». Le Parlement ajoute que ces jeux incitent ceux qui ont perdu à s'adresser aux usuriers, ce qui encourage ceux-ci dans leurs pratiques malhonnêtes. Cet arrêt fut renouvelé exactement dans les mêmes termes quelques mois plus tard, le 23 novembre 1680 (5), et quelques années après, le 10 juillet 1687 (6) avec prohibition d'un jeu nouveau : le Lansquenet (7).

Le 8 février 1708 (8), le Parlement défendit les jeux de hasard dans les foires et marchés, et cela en des termes peu flatteurs pour les gens de campagne « personnes grossières et ignorantes, à qui on présente des jeux pleins de pièges et de tromperies, dans lesquels les entrepreneurs de jeux sont toujours assurés de gagner quand il leur plaît, sans courir le risque de

(1) DELAMARE, I, p. 493.

(2) Jeu de banque introduit en France par les Italiens de la suite de Mazarin.

(3) DELAMARE, I, p. 497.

(4) Jeu de cartes.

(5) DELAMARE, I, p. 498.

(6) DELAMARE, I, p. 499.

(7) Jeu de cartes.

(8) DE JOUY, v°, jeu.

perdre jamais. Ce sont, de plus, des causes d'attrouplements et de vols ». On se demande ce qu'on doit le plus admirer : le grand bon sens des magistrats, ou leur style ironique et plein de vie. Il faut remarquer aussi qu'ils montrent là, comme dans bien d'autres circonstances d'ailleurs, une sollicitude vraiment paternelle, quoique un peu rude, à l'égard des simples qu'ils veulent protéger malgré eux. Le 22 février 1710 (1), le Parlement défendit encore les jeux de hasard, et particulièrement des hocca, bassette, pharaon et lansquenets.

Un précédent avait été établi en faveur des loteries à l'occasion du mariage du Roi, mais le 11 mai 1661 (2) le Parlement rappela que c'était là une exception et interdit à tous particuliers d'établir des loteries.

Section VI : MONNAIES.

Le cours des monnaies fut aussi réglementé par le Parlement, qui aimait fort à étendre sa compétence.

Le 13 août 1569 (3) fut fait un arrêt interdisant de donner à l'écu soleil une valeur supérieure à 53 sols, à peine d'être pendu.

En 1656, la Cour fit un règlement sur les monnaies, et le 22 novembre 1659 (4), M^e Denis Talon, avocat du

(1) DE JOUY, v^o, jeu.

(2) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. III, p. 183.

(3) TUETÉY. *Bannières*, n^o 3154.

(4) LE NAIN. *Conseil*, t. LXI, fol. 240.

Roi, dit au Parlement que « l'on faisait courir divers bruits dans ceste ville d'un décry de monnoyes d'or et d'argent, ce qui estoit de conséquence, et alloit faire cesser le trafice et commercè... ». Le Parlement, pour remédier à cet état de choses, déclara que le règlement de 1656 serait exécuté et fait défense à toutes personnes de refuser de recevoir les monnaies au prix porté par ce règlement.

Un édit de mai 1718 ordonnait la refonte des monnaies. Il fut enregistré à la Cour des monnaies seulement. Pour cette raison, le Parlement refusa de l'exécuter, et après avoir fait des représentations au Régent, le 20 juin 1718 (1), rendit un arrêt en contradiction avec cet édit, défendant à tous l'usage des nouvelles espèces. Cet arrêt fut cassé le lendemain par le Conseil.

A propos de la banqueroute de Law, un arrêt du 12 août 1718 (2) défendit à tout étranger, même naturalisé de s'immiscer dans le maniement des deniers royaux. Le Parlement s'était toujours opposé aux agissements de Law, soutenu par le Régent, et avait refusé d'enregistrer les édits relatifs à son système. Arrêt également cassé par le Conseil le 21 août 1718 (3).

(1) FLAMMERMONT. *Remontrances*, I, p. 74.

(2) FLAMMERMONT. *Remontrances*, I, p. 106.

(3) ISAMBERT, XXI, p. 159.

Section VII : VOIRIE.

L'entretien du pavé du Roi, la propreté des rues, les équipages qui y passaient, ce sont autant de questions que le Parlement traita avec abondance et minutie.

On ne peut citer que quelques arrêts, les plus marquants, au milieu du grand nombre de ceux qui s'occupèrent de la propreté des rues. Par exemple celui du 17 novembre 1522 (1), qui traite du nettoyage et de l'entretien du pavé, et impose pour cela une taxe aux habitants; celui du 4 mars 1524 (2), qui rappela aux examinateurs du Châtelet de veiller à la propreté des rues et défendit de rien jeter par les fenêtres; celui du 4 août 1556 (3), qui ordonna aux habitants des ponts au Change, Notre-Dame et Saint-Michel d'arroser le devant de leur porte en été; celui du 4 janvier 1563 (4), règlement pour tenir la ville de Paris nette d'ordures; et celui du 30 avril 1663 (5). Ce dernier ne laisse de côté aucun détail, et donne des aperçus à la fois savoureux et instructifs sur la propreté et l'hygiène au dix-septième siècle. Voici la teneur des principaux articles : les bourgeois prendront soin du « nettoyage » et y pourvoiront dans leurs assemblées; taxe du nettoyage; tombereaux des boueux; lieux spéciaux pour déposer les ordures; défense d'en

(1) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1285, livre rouge neuf, fol. 85 v°.

(2) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1319, liv. rouge neuf, fol. 112 v°.

(3) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. II, fol. 769.

(4) LE NAIN. *Pl.*, t. XXXI, fol. 368.

(5) DELAMARE, IV, p. 225.

laisser tomber en les enlevant; vidangeurs; défense de déposer les ordures dans les rues; défense de « jeter par les fenêtres aucunes urines ou autres ordures de quelque nature que ce soit, ni garder dans les maisons aucunes eaux croupies, gâtées ou corrompues ains icelles vuidier sur le pavé, et y jeter à l'instant un ou deux seaux d'eau claire »; défense de laisser les porcs, poules et lapins errer dans les rues, et d'y jeter leur fumier; défense aux bouchers de jeter dehors « tripailles, boyaux et sang ». Le règlement n'oublie rien, et, s'il avait été observé, la propreté des rues en aurait été grandement accrue.

On ne courrait pas seulement le risque de se salir, on pouvait aussi se faire écraser, car la circulation d'alors n'était pas sans dangers. Le 19 mars 1538 (1), à la suite d'un accident, on enjoignit aux charretiers de conduire doucement. Le 23 décembre 1550 (2), le Parlement ordonna de conduire à pied et par la bride, dans les rues, les chevaux et charrettes, en allant au pas, sans les faire courir, à peine d'amende et de prison. Malheureusement, nous savons par Boileau que ce règlement resta lettre morte, et que le Paris d'autrefois était aussi encombré que celui de nos jours. Aussi bruyant, peut-être aussi! En tout cas, le 22 novembre 1502 (3), un arrêt interdit aux charretiers de Paris de se servir de charrettes à roues ferrées.

Les Parisiens, artisans ou commerçants, avaient la

(1) TUELEY. *Livres de couleur* n° 1255, livre jaune grand, fol. 27.

(2) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 67 v°.

(3) TUELEY. *Livres de couleur* n° 1255, livre rouge neuf, fol. 76.

fâcheuse coutume d'étaler leurs produits sur des tréteaux devant leurs boutiques, sans s'inquiéter si cet empiètement gênait ou non la circulation dans les rues déjà étroites. Le 16 juin 1554 (1), le Parlement leur défendit d'avancer sur rue aucunes selles, bancs, chevalets, et le 5 juillet 1508 (2) d'élever des saillies, volets, auvents, tourelles, etc.

Le 26 juillet 1623 (3), le Parlement s'occupa des coches et carrosses publics. Il réglementa le nombre et le prix des places, les jours de départ, et le prix de transport « des hardes et paquets ».

A propos des coches et carrosses publics, il est bon de parler des messagers, ces charretiers qui se chargeaient du transport des colis les plus variés, puisqu'avec des caisses et des ballots, on leur confiait des enfants et des animaux, petits et gros. Le 13 décembre 1676 (4), le Parlement réglementa dans tous ses détails le métier de messenger dans le bailliage d'Amiens. Le 23 novembre 1695 (5) il fit défense à tous voituriers d'amener à Paris aucun enfant pauvre, estropié ou infirme, s'ils n'ont écrit sur leurs livres les noms et demeures de ceux qui les en ont chargés, et de ceux à qui ils doivent les remettre.

Après avoir réglementé à Paris, la Cour ordonna la réparation des chemins du Perche aux frais des

(1) FÉLIBIEN. *Preuves* part. I, p. 647.

(2) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1083, livre gris, fol. 98.

(3) DELAMARE, IV, p. 625.

(4) DE JOUY, v° Messenger. — FLAMMERMONT. *Remonstrances*, II, p. 783.

(5) DE JOUY, v° Messenger.

habitants des paroisses intéressées, contraints à peine de prison, le 26 octobre 1662 (1).

Section VIII : PRISONS.

Nous venons de voir, une fois de plus, le Parlement prononcer la peine de prison pour sanctionner ses règlements. Il n'eut garde d'oublier les prisonniers, et même fort nombreux sont les arrêts qui les concernent.

Le plus important fut peut-être le règlement général des prisons, du 11 février 1690 (2), où est dressé un véritable emploi du temps des prisonniers, et où les plus petits détails sont réglés avec une minutie remarquable. Cet arrêt décide quand les prisonniers assisteront aux messes, vêpres et sermons; défend de molester et de voler les prisonniers qui arrivent; s'occupe du nombre et de la durée des visites, de la location des lits, de son prix, qu'on change les draps toutes les trois semaines en hiver et tous les quinze jours en été; enfin, défend aux geôliers de battre et d'injurier les prisonniers. Le Parlement ordonna que cet arrêt soit imprimé et affiché dans les couloirs et aux portes des chapelles dans toutes les prisons du ressort.

Plusieurs règlements s'occupèrent des précautions à prendre pour le transfert d'une prison à l'autre des

(1) DELAMARE, IV, p. 497.

(2) DE JOUY, v° Prisonnier.

prisonniers pour crime : 15 avril 1642 (1), 20 mars 1690 (2), 26 août 1704 (3).

Il est une autre sorte de prisonniers : ceux que leurs créanciers font enfermer jusqu'à ce qu'ils aient payé leur dette. Un arrêt du 9 mars 1667 (4), rendu par les Chambres assemblées, décréta qu'à l'avenir les prisonniers pour dettes et réparations civiles seraient mis hors les prisons, lorsque leurs créanciers négligeraient de payer leur nourriture. Le 2 juillet 1681 (5), défense d'emprisonner aucun particulier pour dettes, à moins que la somme nécessaire à un mois de nourriture ait été consignée au greffe.

(1 et 2) DE JOUY, v^o Prisonnier.

(3 et 4) DE JOUY, v^o Prisonnier.

(5) TUEY, *Bannières*, n^o 4297.

CHAPITRE III

Les Libertés publiques

Il faut reconnaître que le Parlement, qui brilla par ailleurs de l'éclat de tant de rares vertus, a manqué de largeur d'idées : lui qui était à même d'innover, n'a jamais saisi l'occasion de le faire à propos des libertés publiques. Evidemment, il était de son temps, et on ne peut lui demander d'avoir eu une tolérance qui, si elle nous semble toute naturelle aujourd'hui, eût paru révolutionnaire à cette époque; mais ce qu'il a fait avec beaucoup de hardiesse quand il s'agissait de ses propres libertés, il aurait pu le faire pour celles des autres. Au contraire, il accentua la sévérité, et tous les arrêts qu'il a rendus en matière de religion ou de presse sont empreints de la plus grande rigueur. Cependant, il serait injuste de ne pas tenir compte de la pression presque toujours exercée en ces matières par l'autorité royale, l'Eglise et l'Université.

Section I : RELIGION.

En ce qui concerne la religion, le Parlement eut trois préoccupations importantes : les blasphémateurs, les protestants, et les partisans de la bulle *Unigenitus*.

§ 1. — Les Blasphémateurs.

A une époque où la religion catholique était la religion officielle de notre pays, il ne faut pas s'étonner que le blasphème ait été réprimé. Les blasphémateurs commettaient un délit en manquant de respect envers Dieu, et la sanction était pour eux analogue au crime de lèse-majesté humaine. D'ailleurs, le seul fait que le Parlement, juridiction laïque, ait cherché à s'emparer de ces causes prouve qu'elles étaient de droit commun d'après les idées du temps, et cela dès le début du quinzième siècle.

Quant à la sévérité, disons plus, à la cruauté avec laquelle étaient punis les blasphémateurs, il ne faut pas oublier que les sanctions les plus rigoureuses étaient portées pour des fautes qui nous semblent aujourd'hui des peccadilles : les clercs espiègles ou mutins au Palais, les artisans portant des chausses de taffetas étaient passibles de la potence ! La cruauté la plus atroce était à l'ordre du jour, et les malheureux coupables de véritables crimes les expiaient dans des tortures affreuses avant de mourir. Le Parlement au-

rait pu adoucir ces pénalités si dures; il ne l'a pas fait et au contraire en a édicté de plus sévères.

Le plus ancien arrêt sur ce point est sans doute celui du 1^{er} mars 1421 (1). « Arrest du Parlement pour punir les blasphémateurs et les jureurs, et ceux qui ne les révéleront pas. » Il faut remarquer en passant cette coutume de punir ceux qui ne dénoncent pas les coupables : elle a sa contre-partie dans ce fait que presque toutes les amendes prévues dans les ordonnances royales aussi bien que dans les arrêts de règlement étaient ainsi réparties : un tiers pour le Roi, un tiers pour un établissement charitable, et un tiers pour le délateur. On avait donc beaucoup à perdre en ne dénonçant pas ses parents ou amis. Cette morale était des plus regrettables, mais devait faciliter l'œuvre de la police.

Les arrêts contre les blasphémateurs étaient assez caractéristiques; il suffit d'en citer un, de 1544 (2), tous les autres se répétant dans des termes presque identiques. « Ceux qui seront trouvés convaincus d'avoir blasphémé le nom de Dieu, de la Vierge, et des Saints et Saintes du Paradis, qu'ils soient punis par les juges laïcs ordinaires des lieux où les blasphèmes ont été dits, et condamnés pour la première fois en amende pécuniaire, pour la deuxième fois amende double, la troisième triple, la quatrième quadruple, la cinquième mis au carcan, la sixième mis au pilory et auront la lèvre de dessus coupée d'un fer chaud,

(1) LE NAIN. *Reg. des ord.*, t. II, part. I, fol. 11 v°.

(2) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 147.

en sorte que les dents leur apparoissent, et à la septième auront la langue coupée ». Mêmes arrêts les 20 décembre 1572, 15 janvier 1575, 27 janvier 1599, 15 octobre 1688 (1).

§ 2. — *Les Protestants.*

Les protestants furent poursuivis avec non moins de rigueur. Dès 1525, le 27 août (2), un arrêt ordonne à tous ceux qui ont entre les mains des traductions des livres saints, et, entre autres, les « Epistres et Evangiles des dimanches » de Lefebvre, de les déposer au greffe dans les huit jours. Cette mesure n'était pas encore dirigée contre les luthériens, mais contre des théologiens comme Briçonnet et Lefebvre, qui approchaient de bien près l'hérésie: leur Evangélisme, qui prohibait le culte des saints, avait beaucoup d'analogie avec les théories de Luther.

Comme l'hérésie continuait à se répandre avec une rapidité extraordinaire, le Parlement fit, le 5 février 1526 (3), un règlement contre ceux qui enseignaient les fausses doctrines, quelles qu'elles fussent, et ordonnait d'apporter au greffe les livres suspects.

Le 19 décembre 1534 (4), un arrêt ordonnait de poursuivre les adhérents de la secte luthérienne, et de les livrer au bras séculier.

(1) DE JOUY, v° Blasphémateur.

(2) DOUCET. *Le gouvernement de François I^{er}*, p. 188.

(3) Arch. nat., X¹ a 1529, fol. 107 et 108.

(4) TUTEY. *Libres de couleur* n° 1426, livre jaune grand, fol. 28.

La célèbre *Institution chrétienne* de Calvin parut, traduite par lui en français, en 1541, à Strasbourg. Le Parlement, dès le 1^{er} juin 1542 (1), ordonna, sous peine de hart pour les laïcs, et de confiscation de biens et bannissement pour les ecclésiastiques, d'apporter à son greffe criminel à Paris, et au greffe du juge royal en province, « les livres contenant aucune nouvelle doctrine contre la foy catholique ».

En 1544 (2), le 10 avril, le Parlement encouragea encore les délateurs en leur enjoignant de dénoncer les adeptes de la religion prétendue réformée dans les trois jours, « à peine d'estre réputés fauteurs desdits hérétiques ».

Le 21 octobre 1557 (3), arrêt contre les pédagogues qui prennent chez eux des enfants en pension : ils doivent les instruire dans la religion catholique, et les conduire à la messe les dimanches et jours de fêtes, à peine de la hart et de confiscation de biens.

§ 3. — La bulle « *Unigenitus* ».

La plupart des querelles religieuses, au dix-huitième siècle, eurent lieu, entre jésuites et jansénistes, à propos de la bulle *Unigenitus*. Cette bulle, prononcée le 8 septembre 1713 par le pape Clément XI, condamnait cent une propositions du livre du P. Quesnel :

(1) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 57.

(2) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 57.

(3) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. II, p. 780.

Réflexions morales sur le Nouveau Testament, livre janséniste fortement attaqué par les jésuites à cause de sa similitude avec l'*Augustinus*. Ces luttes dépassèrent de beaucoup l'ampleur de querelles entre jansénistes et jésuites : sous le couvert du dogme, elles étaient, en réalité, la lutte du Parlement gallican et du Saint-Siège. Le gallicanisme datait des débuts de la monarchie, et le Parlement avait toujours été partisan de cette doctrine. Un de ses avocats, Pierre Pithou, avait rédigé, en 1594, le *Traité des libertés de l'Eglise gallicane*, qui fit autorité en la matière.

Le Parlement commença par enregistrer cette bulle avec des réserves, et seulement sur l'ordre formel de Louis XIV, le 15 février 1714.

Sous Louis XV, le Parlement si longtemps opprimé pendant le règne précédent, redresse la tête, et intervient à propos des affaires religieuses.

En 1730, le 3 avril, le Roi tint un lit de justice pour un nouvel enregistrement de la constitution *Unigenitus*, et défendit au Parlement de délibérer sur cet enregistrement. Le lendemain 4 avril (1), celui-ci, sur la proposition de l'abbé Pucelle, rendit un arrêt concernant les affaires ecclésiastiques en général, et contre l'infailibilité du Pape. Cet arrêt fut cassé par le Conseil, et Pucelle exilé, mais l'affaire traîna en longueur, et s'éteignit d'elle-même.

En juillet 1731 (2), le Parlement présenta des remontrances au Roi sur l'abus des évocations et des

(1) FLAMMERMONT. *Remontrances*, I, p. 617.

(2) FLAMMERMONT. *Remontrances*, I, p. 243.

commissions extraordinaires. Malgré un arrêt du Conseil du 5 septembre, qui décidait l'affaire de la bulle complètement finie, le Parlement fit, le 7 (1), un règlement concernant la juridiction ecclésiastique et l'autorité du Pape. En voici les principaux articles :

1° La puissance temporelle, établie par Dieu, est absolument indépendante de toute autre puissance.

2° Les ministres de l'Eglise ne peuvent fixer les bornes des pouvoirs spirituel et temporel.

3° Les règlements et canons, que l'Eglise a le droit de faire, ne deviennent lois de l'Etat qu'en tant qu'ils sont revêtus de l'autorité respectable des souverains; etc.

Le lendemain, le Conseil cassait cet arrêt qui allait à l'encontre des pouvoirs du Pape et du clergé. Le Conseil remarquait que le Parlement « ...avait arrêté de son propre mouvement, et dans un style semblable à celui des lois, plusieurs articles généraux... » et lui fait savoir « ...que son devoir est de se renfermer dans l'exécution des lois qu'il plaît à Sa Majesté de donner, sans entreprendre de faire ce qui appartient essentiellement au pouvoir législatif... »

C'est ensuite qu'intervinrent à l'état aigu les refus de sacrements. Le clergé se divisa en deux clans, acceptants et opposants, qui étaient dans un état de guerre perpétuelle. Le Parlement, qui ne reconnaissait pas à la bulle *Unigenitus* le caractère de dogme de foi, voulut forcer les ecclésiastiques à administrer les

(1) ISAMBERT, XXI, p. 366.

sacrements à tous, sans condition préalable de soumission à la bulle. A la suite d'une affaire de ce genre, celle du curé de Saint-Médard, le Parlement fit, le 25 avril 1733 (1), un règlement supprimant deux livres d'un chanoine de Reims sur la constitution, et ordonnant le silence sur les questions. Cet arrêt fut cassé par le Conseil le 1^{er} mai 1733. Le 15, le Parlement présenta au Roi des remontrances dans lesquelles il exposait la question des refus de sacrements, et justifiait son intervention dans ces affaires religieuses : c'est pour sauvegarder l'ordre public et réprimer les tentatives des gens d'église « qui s'efforcent d'allumer le flambeau de la division dans tout le royaume ». Dans ces remontrances, le Parlement faisait une véritable profession de foi touchant la bulle : « ...Votre Parlement a toujours pensé, et pensera toujours, que la bulle *Unigenitus* n'a pas les caractères nécessaires pour former un dogme de foi... » Le Roi ne tint aucun compte de ces remontrances, et maintint l'arrêt du Conseil.

Faible ou forte, la lutte continua et se réveilla, plus ardente que jamais en 1752. L'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, et tous les prêtres constitutionnaires refusaient les sacrements à ceux qui ne présentaient pas une acceptation de la bulle *Unigenitus*. Bouettin, curé de Saint-Etienne-du-Mont, ne voulut pas les donner à un vieux prêtre janséniste. Le Parlement condamna Bouettin. Le Roi cassa cet arrêt, qui

(1) FLAMMERMONT, t. I, p. 303.

fut renouvelé, et suivi d'une deuxième cassation. Le Parlement fit des remontrances qui restèrent sans effet. Alors, le 18 avril 1752 (1), il fit un règlement dont voici le texte, car il est caractéristique : « ...fait défenses à tous ecclésiastiques de faire aucuns actes tendant au schisme, notamment de faire aucun refus public de sacrements, sous prétexte de défaut de représentation d'un billet de confession, de déclaration du nom du confesseur ou d'acceptation de la bulle *Unigenitus* ; leur enjoint de se conformer dans l'administration extérieure des sacrements aux canons et règlements autorisés dans le royaume; leur fait pareillement défense de se servir, dans leurs sermons, à l'occasion de la bulle *Unigenitus*, des termes de novateurs, hérétiques, schismatiques, jansénistes, semipélagiens ou autres noms de partis... » Le lendemain, l'archevêque obtint du Conseil un arrêt contradictoire. Ces deux arrêts furent imprimés et affichés simultanément. Bien mieux, le Parlement ne cessa pas de poursuivre et de condamner les curés qui refusaient les sacrements. Le Roi annula ces décisions, mais le Parlement continua; après une deuxième cassation de l'arrêt du 18 avril, le Parlement convoqua les pairs pour juger l'archevêque qui soutenait le curé de Saint-Etienne-du-Mont. Le Roi interdit aux pairs de se réunir, et, en avril 1753, refusa les remontrances que lui apportait le Parlement. Celui-ci fit grève et fut exilé à Pontoise, le 11 mai, et remplacé, le 30 août, par une Chambre

(1) ISAMBERT, XXII, p. 251.

royale. Finalement les exilés furent rappelés, et l'affaire considérée comme réglée.

Malheureusement, les esprits étaient trop échauffés pour que cela finit ainsi, et les refus de sacrements continuèrent de plus belle. Le Parlement se plaignit au Roi, qui exila Christophe de Beaumont à Conflans. Après l'affaire du curé de Sainte-Marguerite, le Parlement alla un peu trop loin en son ingérence dans les affaires ecclésiastiques, et fit un arrêt de règlement, le 18 mars 1755 (1), où il ordonnait de se renfermer à l'égard de la bulle « ...dans un silence général, respectif et absolu... » Cela n'aboutit qu'à la cassation de cette décision par le Conseil, le 5 avril, dans un arrêt qui déclara la constitution « dogme de foi et loi de l'Etat ».

Dans toutes ces questions, le Parlement, s'il eut l'intention de défendre les libertés gallicanes, n'eut pas toujours le souci de maintenir la paix. Il se laissa guider trop souvent par des motifs personnels, et ne fit pas preuve d'impartialité et de largeur d'idées.

Section II : LA PRESSE.

Légalement, la presse ne fut jamais libre sous l'ancien régime, ce qui n'empêcha pas les libelles diffamatoires et calomnieux, les ouvrages licencieux et les pamphlets de circuler plus ou moins clandestinement.

(1) FLAMMERMONT. *Remontrances*, II, p. x.

Le Parlement eut donc souvent à intervenir pour régler la presse. Le 1^{er} juin 1542 (1), il composa un règlement concernant l'impression et la vente des livres, et le 18 février 1566 (2) fit défense à tous imprimeurs d'imprimer, et à tous libraires et colporteurs de vendre des livres quelconques sans permission du Roi. La Cour, le 11 avril 1708, défendit encore, et réitéra sa défense le 22 février 1709 (3), d'imprimer des factums, requêtes ou mémoires non signés d'un avocat ou procureur, et enjoignit d'y marquer le nom et la demeure de l'auteur.

Tous ces arrêts manquaient leur but, car ils n'atteignaient que les ouvrages imprimés ouvertement. Tous ceux qui auraient pu se voir refuser l'autorisation étaient imprimés à Amsterdam ou à Genève, voire même à Paris dans quelque presse clandestine, et publiés sans nom d'auteur, comme la fameuse *Histoire du Parlement de Paris*, parue à Amsterdam en 1769. Son auteur, l'abbé Big..., en réalité Voltaire, y avait amassé bien des faussetés sur la première cour souveraine de France.

Le Parlement ne laissa pas non plus toute liberté aux arrêtistes et aux imprimeurs des exemplaires des arrêts à afficher ou à envoyer aux bailliages et sénéchaussées. Le 14 janvier 1690 (4), il décida que les arrêts ne peuvent être imprimés sans la permission

(1) LE NAIN. *Tourn.*, t. IV, fol. 57.

(2) TUELEY. *Bannières*, n° 3058.

(3) DE JOUY, v° Imprimeur.

(4) DE JOUY, v° Arrêt.

de la cour, obtenue par arrêt sur requête, à peine de 200 livres d'amende. Le 30 juin 1729 (1), un autre arrêt, tout en confirmant les précédents, défendit de rien ajouter aux arrêts en les imprimant.

(1) DE JOUY, v^o Arrêt.

CHAPITRE IV

Les Métiers

L'exercice d'un métier quelconque n'était pas libre dans notre ancien droit, et les corporations eurent, surtout à partir du quinzième siècle, une organisation si serrée qu'il semble, au premier abord, impossible que le Parlement ait eu quelque chose à y ajouter. Il n'en est rien : ses interventions relatives aux métiers furent, tout au contraire, très nombreuses, mais il faut remarquer que la multiplicité des arrêts en cette matière tient surtout, à part quelques exceptions, à l'immense diversité des métiers.

En effet, on est véritablement étonné, quand on aborde les arrêts du Parlement sur ce point, de la jalousie féroce avec laquelle chaque corporation défendait ses prérogatives contre ses concurrentes, si voisines fussent-elles. C'est ainsi que, pour prendre deux exemples très différents, les fripiers, les pourpointiers et les tailleurs se disputaient les uns aux autres la fabrication de telle ou telle pièce du costume.

On remarque la même âpreté entre les arquebusiers, les artilleurs et les serruriers.

Le Parlement, comme juge souverain, eut donc à trancher tous ces différents, et y trouva l'occasion d'exercer son pouvoir réglementaire.

Ses arrêts de règlement ont atteint les métiers les plus divers, mais on peut les grouper en six catégories : apothicaires, alimentation, habillement, orfèvrerie, armes, et bâtiment.

Avant de les passer en revue, voyons quelques arrêts relatifs à l'ensemble des métiers : le 5 avril 1524 (1) la Cour a défendu aux marchands de vendre leur marchandise plus cher qu'ils ne le faisaient avant un impôt (aide sur les métiers à cause de la guerre) aboli depuis peu. Le 19 juillet 1661 (2), règlement a été fait pour les élections des maîtres et gardes-jurés des communautés des six corps de marchands de Paris.

Section I : APOTHICAIRES.

Le métier d'apothicaire fut souvent réglementé par le Parlement, non pas surtout que ce fût un métier qui exigeât une certaine compétence, mais bien plutôt à cause de la concurrence constante que lui firent les épiciers et les barbiers. Les premiers se mêlaient de vendre des drogues, ce qui aurait pu avoir des consé-

(1) LE NAIN. *Cons.*, t. XII, fol. 485. — TUETEX, *Livres de couleur* n° 1326, livre rouge neuf, fol. 117, v°.

(2) LE NAIN. *Cons.*, t. LXII, fol. 314.

quences fâcheuses pour la santé de leurs clients; quant aux barbiers, ils donnaient à leurs pratiques certains soins dont messieurs les apothicaires entendaient garder seuls le bénéfice. La Cour défendit donc aux uns comme aux autres de s'ingérer dans le métier d'apothicaire. Quelques dates prises entre cent : 22 février 1560 (1), règlement entre épiciers et apothicaires; 1^{er} mars 1613 (2), confirmation et règlement concernant les maîtres apothicaires et épiciers de la ville de Paris; 28 août 1563 (3), règlement contre les barbiers.

Quelques arrêts sont uniquement relatifs aux apothicaires eux-mêmes : 2 août 1536 (4), le Parlement a fixé ce qu'il fallait faire pour être reçu apothicaire à Paris, et le 12 février 1633 (5), le prix des sirops.

Enfin, le 27 février 1677 (6) le Parlement confirmait une sentence rendue par le lieutenant criminel du Châtelet, règle la vente de l'arsenic, du sublimé, réayal « et d'autres drogues dont on peut faire usage pour la destruction du corps humain. » Cet arrêt institue un registre où seront mentionnés le nom de l'acheteur, et la drogue vendue, à peine de 500 livres d'amende. C'était l'année précédente que la trop fameuse Brinvilliers expia publiquement les crimes dont elle était coupable. Le Parlement essayait d'enrayer cette épi-

(1) LE NAIN. *Font.*, t. IV, fol. 461.

(2) LE NAIN. *Cons.*, t. XLVIII, p. 2, fol. 66.

(3) LE NAIN. *Cons.*, t. XXX, p. 2, fol. 352.

(4) LE NAIN. *Pl.*, t. XX, fol. 392 à 400.

(5) LE NAIN. *Cons.*, t. LI, part. III, fol. 41.

(6) DE JOUY, v^o Apothicaire,

démie d'empoisonnements qui devait avoir son épilogue dans la Chambre Ardente.

Il convient de mentionner ici, bien qu'il ne touche pas les apothicaires, un arrêt qui ne saurait trouver place ailleurs. Il est du 23 janvier 1615 (1) et défend à toutes personnes de délivrer aucun corps mort pour faire des anatomies, si la requête n'est signée du doyen de la Faculté de médecine, et scellée du sceau de la dite Faculté.

Section II : ALIMENTATION.

A part les épiciers qui sont toujours réglementés avec les apothicaires, les principaux représentants du commerce de l'alimentation sont les boulangers et les bouchers.

Le plus ancien arrêt que l'on puisse trouver dans les registres du Parlement, concernant les boulangers, remonte à la Toussaint 1281 (2). Cet arrêt consacre l'autorité du Panetier de France et des douze jurés sur les boulangers. Si le pain n'est pas bon, on doit le saisir et le donner aux pauvres ; les boulangers parisiens ne doivent pas faire de pains de plus de une obole, un et deux deniers, à peine de saisie. Un autre arrêt du 13 déc. 1307 (3) défend aux boulangers forains d'apporter les mardi, jeudi et samedi, des pains de

(1) LE NAIN. *Tourn.*, t. V, fol. 371 v°.

(2) DELAMARE, II, p. 200. — DELISLE. *Essai de restitution*, n° 454.

(3) *Olim*, IV, fol. 89, BEUGNOT, III, p. 230, n° 11.

plus de deux deniers. Le 16 juillet 1511 (1), le Parlement rendit un règlement contre les boulangers, et y traita avec une grande minutie de la qualité du pain, de son poids, de l'heure à laquelle il doit être prêt pour ne pas être vendu chaud, et de son prix. De plus, les boulangers seront visités et contrôlés par le Procureur du Roi et les commissaires du Châtelet ; même arrêt le 20 juillet 1546 (2). Les boulangers durent de tout temps frauder sur le poids du pain, car tous les arrêts ordonnent, et spécialement celui du 28 août 1662 (3), que les pains soient marqués d'une marque qui en indique le véritable poids.

Quand aux bouchers, ce sont surtout des injonctions relatives à l'hygiène qui leur sont adressées par le Parlement. Le 7 décembre 1366 (4), il ordonna aux bouchers de Sainte-Geneviève de faire leurs tueries hors de la ville sur la Seine. Le 4 mai 1540 (5), il leur défendit de faire aucunes tueries de bestiaux ailleurs qu'aux lieux désignés pour cela. Cet arrêt fut renouvelé le 20 juin 1660 (6) à peine de punition exemplaire la Cour, le 29 mars 1552 (7) ordonna aussi aux bouchers de ne vendre que des chairs saines et nettes, non corrompues, et fixe le prix de location des étaux

(1) DELAMARE, II, p. 255. — TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1082, livre gris, fol. 97 v°.

(2) LE NAIN. *Pl.*, t. XXIII, fol. 112 et s.

(3) DELAMARE, II, p. 264.

(4) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1026, livre gris, fol. 39 r°.

(5) LE NAIN. *Aprds*, t. XI, fol. 52 v°. — TUETÉY. *Bannières* n° 2603.

(1) LE NAIN. *Cons.* tome LXI, fol. 185.

(7) DELAMARE, II, p. 585. — TUETÉY. *Bannières*, n° 2772.

à seize livres parisis. Enfin, le 25 février 1658 (1), défense fut faite de vendre de la viande en carême.

Les charcutiers furent règlementés pour la visite, le 13 mai 1552 (2), et les rôtisseurs pour l'apprentissage en septembre 1559 (3).

Le commerce du vin était aussi très important. Le 14 avril 1564 (4) le Parlement confirma les privilèges des 34 vendeurs de vin de Paris.

Section III : HABILLEMENT.

Les corps de métiers qui travaillaient à l'habillement en général étaient nombreux, toujours en raison de l'extrême division des différents travaux.

Les fripiers et les tailleurs se faisaient grande concurrence, et comme les tailleurs refaisaient de vieux habits, et que les fripiers se permettaient d'en tailler de neufs, les règlements indiquant aux deux métiers leurs limites respectives sont nombreux. Le 1^{er} août 1427 (5), il y eut un arrêt défendant aux fripiers de doubler de drap neuf les robes qu'ils revendent. Le 3 juin 1575 (6), règlement entre tailleurs et fripiers; le 5 juillet 1636 (7), entre les fripiers et les pourpoinc-

(1) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. III, p. 152.

(2) LE NAIN. *Apreds*, tome XI, fol. 316.

(3) LE NAIN. *Pl.*, tome XXX, fol. 226.

(4) LE NAIN. *Pl.*, tome XXXII, fol. 314.

(5) TUETÉY. *Livres de couleur restitués* n° 1802.

(6) LE NAIN. *Cons.* tome XL, p. 1, fol. 88.

(7) LE NAIN. *Cons.* tome LII, fol. 303.

tiers. Les fripiers entre eux eurent aussi recours au Parlement pour qu'il les règle, par exemple le 26 août 1303 (1), il est défendu aux petits fripiers ambulants de faire de trop longues stations devant les boutiques, à moins d'avoir été éappelés pour conclure un marché; 30 août 1430 (2) règlement pour les fripiers. Enfin, le Parlement s'occupa de l'apprentissage des compagnons pourpoinctiers le 2 juillet 1639 (3).

De nombreux règlements intervinrent entre les teinturiers, les drapiers et les foulons, les premiers faisant interdire aux deux autres de teindre eux-mêmes les tissus qu'ils fabriquaient, 1^{er} novembre 1279 (4), 26 avril 1309 (5). Dans un procès, le 11 mars 1645 (6), permission est donnée aux parties et aux maîtres teinturiers en général de « mettre perches sortant par les fenêtres et tendre sur rue des toiles, fils, laines, soies et autres marchandises de leur métier pour les sécher, pourvu qu'elles ne passent outre le ruisseau de la rue et qu'elles soient à trois toises près de la terre ».

Le Parlement s'occupa des statuts des merciers et des « joüailliers » le 23 novembre 1428 (7). Plus tard, suivant les avis des officiers du Roi au Châtelet et des gens du Roi au Parlement, il fit un règlement sur les mêmes métiers le 24 avril 1567 (8), et le renouvela et

(1) OLIM, II, fol. 106. — BEUGNOT, II, p. 463, n° 6.

(2) Xia 1481, fol. 32.

(3) TUETÉY. *Bannières*, n° 3859.

(4) OLIM II, fol. 48. — BEUGNOT II, p. 151, n° 38.

(5) OLIM IV, fol. 122. — BEUGNOT III, p. 353, n° 1.

(6) LESPINASSÉ III, p. 128.

(7) LE NAIN. *Reg. des ord.*, tome II, fol. 98.

(8) LE NAIN. *Cons.*, tome XXXIV, fol. 134.

le compléta à quelques jours après, le 2 mai de la même année (1).

Enfin, les fourreurs ne sont pas oubliés, le Parlement réglementa la fonction des « pelletiers de France ès Halles », le 27 août 1432 (2).

Le Parlement s'occupa aussi des nouveaux métiers. C'est ainsi que le 13 mars 1558 (3) il établit en métier juré l'état d'ouvrier « faiseur de passemens d'or, d'argent, de laine et de sbye. Le 21 août 1574 (4) il créa des officiers auneurs de toile pour la police de ce métier.

Section IV : ORFÈVRERIE.

C'est à l'époque de la Renaissance que l'orfèvrerie française abandonna ses formes primitives un peu barbares. Elle commença alors à acquérir une certaine renommée à l'étranger, puis à connaître la gloire. Les chasses, les reliquaires, les statuettes, les objets servant au culte, après avoir été fabriqués longtemps dans le Limousin, furent traités avec grand succès à Paris et dans l'Ile-de-France. C'est donc au xvr^e siècle que le Parlement de Paris eut le plus à faire avec les orfèvres. Cependant, déjà en 1395, le 29 janvier (5) le Parlement leur défendit de vendre pour de l'or des

(1) LE NAIN. *Pl.*, tome XXXII, fol. 320.

(2) LE NAIN. *Cons.*, tome III, fol. 218.

(3) LE NAIN. *Pl.*, tome XXX, fol. 63 v^o.

(4) LE NAIN. *Cons.*, tome XL, p. 2, fol. 194.

(5) LE NAIN. *Jug.*, tome VIII, fol. 470.

vases d'argent doré ! Le 22 octobre 1543 (1), un arrêt annonça que les généraux des monnaies auraient le droit de visiter, de contrôler et d'essayer les pièces d'orfèvrerie. Le 17 décembre 1556 (2), un autre arrêt autorisa les affineurs et les départeurs d'or et d'argent de Paris à avoir et à user de salpêtre dans l'exercice de leur état. Enfin, le Parlement régla les formes de l'élection des maîtres jurés batteurs d'or et d'argent en feuilles, le 12 juillet 1569 (3).

Section V : ARMES.

La fabrication et le commerce des armes ont toujours été très florissants dans Paris. Quoique le port des armes fût interdit, nos ancêtres appréciaient fort la finesse d'une lame, ou les ciselures d'une crosse de pistolet. Le Parlement eut donc souvent à se prononcer dans les conflits entre les divers métiers d'armuriers, et à faire des règlements à leur sujet. Déjà le 25 mai 1304 (3), nous le voyons intervenir à la requête des fournisseurs d'épées de Paris, et interdire « aux garnisseurs de pommeaux », bandes, viroles et piques, en laiton ou en métal vieux et neuf, et de fourreaux d'épées, de faire des baudriers, des fourreaux et autres œuvres en cuir ou en bois pour les épées. Le 4 mai

(1) LE NAIN. *Pl.*, tome XXII, fol. 229.

(2) LE NAIN. *Pl.*, tome XXIX, fol. 87.

(3) LE NAIN. *Cons.*, tome III, fol. 176.

(3) OLIM III, fol. 106. — BEUGNOT II, p.^a 462, n° 5.

1576 (1), le Parlement confirma les statuts des artilliers. Les selliers et les lormiers furent également remis à leurs places respectives par un arrêt du 22 juin 1304 (2) renouvelé le 30 juin 1322 (3).

Section VI : POUDRE.

Les merciers et les quincailliers étaient aussi vendeurs d'artifices, c'est-à-dire de poudre à canon fine pour les arquebuses et les pistolets, et de « fusées volantes » pour les réjouissances. Ces dépôts de matières inflammables n'étaient pas sans quelques danger pour les voisins, d'autant plus qu'ils étaient généralement gardés dans des caves ou arrières boutiques obscures, où l'emploi d'une chandelle était nécessaire. Le Parlement s'efforça donc à plusieurs reprises d'écarter ces commerçants indésirables en les reléguant hors de la ville, ou en les cantonnant dans certains quartiers. C'est ainsi que le 15 mai 1706 (4), il indique aux merciers, vendeurs de poudre à canon, fusées volantes et autres artifices, les lieux et les rues où ils pourront tenir boutiques : loin des églises, du Louvre, du Palais, des Halles, etc... en un mot loin des principaux édifices publics et privés, le tout avec une grande abondance de minutieux détails topographi-

(1) LE NAIN, tome XL, p. 3, fol. 118.

(2) OLIM IV, fol. LXIV, r^o BEUGNOT III, p. 133, n^o 29.

(3) Juges I, fol. 227, v^o.

(4) DE JOUY, v^o *Poudre à Canon*. — DELAMARE IV, p. 144.

ques. Cet arrêt fut réitéré, presque dans les mêmes termes, le 30 avril 1729 (1) et le 14 avril 1731 (2).

Section VII : BATIMENT.

Les arrêts sont peu nombreux et sans grand intérêt. Citons celui du 6 septembre 1566 (3) où le Parlement confirme en les modifiant, les statuts des couvreurs de Paris.

Les lois sur les loyers ne sont pas une innovation moderne, le 14 mai 1489 (4), toutes chambres assemblées, règlement a été fait pour le loyer des maisons.

(1) DELAMARE IV, p. 144.

(2) DELAMARE IV, p. 145.

(3) LE NAIN. Pl., tome XXXII, fol. 218, v°.

(4) LE NAIN. *Cons.*, tome XLIII, p. 1, fol. 104.

CHAPITRE V

Approvisionnement

Ce n'est pas une sinécure que de s'occuper de l'approvisionnement d'une ville comme Paris, et ce n'en fut jamais une. Il y avait autrefois dans la capitale moins d'habitants que de nos jours, mais les moyens de communication étaient si lents et si mal organisés que la difficulté était plus grande encore que maintenant. Le Parlement y a travaillé et son labeur fut immense, car les arrêts sur toutes ces questions sont innombrables.

Section I : GRAINS.

Le problème de l'approvisionnement de Paris en grains et farines a toujours été difficile à résoudre pour le Parlement, mais particulièrement aux époques de famines. Les hivers rigoureux, les trop longues sécheresses, la guerre et ses ravages contribuaient trop souvent à détruire les récoltes de l'année et obligeaient à prendre de sévères mesures. Le Parlement eut un

grand rôle à jouer à cet égard. Lui seul aurait pu avoir de la question une vue d'ensemble qui manquait aux fonctionnaires inférieurs. Malheureusement, il n'avait pas assez d'autorité, et ne prenait jamais que des demi-mesures, et souvent aussi des mesures contradictoires, qui ne pouvaient donner que de mauvais résultats.

Le Parlement s'occupa d'abord de protéger les biens de la terre. Le 28 mai 1694 (1) il fit nommer dans chaque paroisse du ressort des messieurs (paysans commis à la garde des champs pour surveiller les récoltes et prévenir les dégâts qu'on pourrait leur faire subir).

Pour fournir de la main-d'œuvre à la campagne, le Parlement ordonna que « tous gens valides, tant hommes que femmes, qui étaient venus de la campagne en cette ville de Paris seront tenus de se retirer incessamment aux lieux de leurs demeures ordinaires, pour travailler à la récolte de la moisson, 8 juillet 1693 (2).

Un arrêt du 15 juillet 1587 (3) défendit aux laboureurs d'acheter du grain pour la semence sans avoir fourni une preuve authentique qu'ils n'en ont pas récolté cette année, à peine du fouet. Le 7 septembre 1700 (4) la cour fit un règlement analogue.

Le 13 juil. 1662 (5) le Parlement fit défense d'acheter « le bled en verd » : en effet certains marchands, pour s'assurer une grande quantité de blé, devançaient

(1) DELAMARE II, p. 404.

(2) DELAMARE II, p. 394.

(3) DELAMARE II, p. 364.

(4) DELAMARE II, p. 76.

(5) DELAMARE II, p. 65.

les autres et achetaient les récoltes sur pied, afin de pouvoir faire plus tard les prix aussi élevés qu'ils le voudraient. Cela avait aussi le désavantage suivant : le paysan, ayant vendu d'avance sa moisson, s'en désintéressait, au lieu de tâcher de lui faire rendre le plus possible. Ce même règlement ordonnait aux personnes oisives, hommes ou femmes, d'aider à la moisson. Le 30 janvier 1699 (1), la Cour obligea les laboureurs à faire battre et porter leurs grains aux marchés, au lieu de les garder en leurs greniers en attendant que les prix aient encore augmenté.

Le 11 août 1536 (2) règlement ordonnant aux habitants de Paris qui ont fermes ou métairies de faire venir au plus tôt les blés qu'ils y récoltent.

Le 23 août 1565 (3), le Parlement pourvoit plus spécialement à l'approvisionnement de Paris en grains en ordonnant d'en faire venir. Mêmes arrêts les 22 mai 1693 (4), 21 juillet 1693 (5) et 18 septembre 1709 (6). En 1573 la disette fut grande, aussi le Parlement, le 30 mai (7), ordonna-t-il à toutes personnes de « déclarer le blé ou la farine qu'elles ont en leur maison ».

Des marchands cachaient de grandes quantités de blé, et, pour en faire augmenter le prix, ne le vendaient que peu à peu ; le Parlement nomma le 16

(1) DELAMARE II, p. 413.

(2) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. II, p. 692.

(3) DELAMARE II, p. 359.

(4) DELAMARE II, p. 393.

(5) DELAMARE II, p. 394.

(6) DELAMARE II, sup. p. 19.

(7) DELAMARE II, p. 360.

octobre 1660 (1) des commissaires pour informer de ces monopoles, saisir ce blé et le faire voiturer à Paris, sans préjudice de peines pour les marchands.

Pour la sûreté de ces charrois le Parlement défendit, le 20 janvier 1661 (2), d'attenter aux personnes ou aux bateaux qui amenaient le blé à Paris.

La cour s'occupa naturellement aussi du prix du grain et le fixa suivant les sortes et qualités. Elle fit un règlement le 5 février 1543 (3) sur la valeur des grains dans les marchés. Le 19 août 1661 (4), grand règlement général sur la police des grains. Le 22 décembre 1670 (5), le Parlement régleta les étalons de mesure des grains.

Le 12 déc. 1692 (6), un arrêt de règlement intervint et marqua les positions respectives des jurés porteurs de grains de la Grève, du Prévôt des marchands et des marchands forains, ces derniers prétendant débarquer leurs péniches sans passer par l'intermédiaire des porteurs de la Grève.

Enfin, le 11 décembre 1626 (2), le Parlement défendit expressément, à peine de vie, de transporter du grain hors du royaume; le 23 novembre 1630 (8), de faire sortir du royaume du blé, des grains, des légumes, ni de faire des magasins, à peine de vie.

(1) DELAMARE II, p. 376.

(2) DELAMARE II, p. 379.

(3) LE NAIN. *Pl.*, tome XXII, fol. 253, v°.

(4) DELAMARE II, p. 380.

(5) DELAMARE II, p. 104.

(6) DELAMARE II, p. 133.

(7) DELAMARE II, p. 365.

(8) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. III, p. 79.

Encore à propos de grain, un arrêt du 18 janvier 1710 (1) régla la manière en laquelle on paiera les cens, rentes seigneuriales ou foncières, les gros des curés, vicaires et chapelains, les pensions monacales et autres prestations payables en grains ; comme aussi les cens, rentes, redevances foncières et autres payables en vin, huile, noix, chataignes et autres espèces de fruits.

Section II : LES PAUVRES.

En même temps que le Parlement essayait d'enrayer les famines ou d'y remédier, il s'occupait, dans les mêmes règlements, ou à des dates très rapprochées, de venir en aide aux pauvres et mendiants. Son procédé est le suivant : il donne du travail à ceux qui sont valides, et accorde des secours aux infirmes, aux vieillards et aux enfants.

Malheureusement, travail et subsides étaient difficiles à trouver, et grèvaient lourdement le budget de la ville.

Tout d'abord, le Parlement tâcha de réduire le nombre des mendiants à Paris, jugeant, avec raison, qu'ils auraient moins à souffrir dans leurs campagnes, où ils seraient obligés de travailler aux moissons. 15 juillet 1587 (2).

Puis, il ordonna à tous ceux qui étaient valides

(1) DELAMARE II, sup., p. 25.

(2) DELAMARE II, p. 364.

de travailler : 23 décembre 1486 (1), ordonnance du Parlement à l'effet d'occuper les « caymens et gens oiseux » pour rendre navigable la rivière du Morin; 22 avril 1532 (2), ils devront nettoyer les fossés, rues et égouts; 3 juin 1532 (3), ordre de la Cour contre les « vagabonds, belistres et caymans »; 5 février 1535 (4), « les mendiants valides de Paris devront y travailler, ceux de province y retourner. Quant à ceux qui feignent d'être malades pour ne rien faire, ils seront fustigés publiquement »; 29 mai 1693 (5), on ouvrira des « hasteliers publics » où les mendiants valides devront travailler. Les hommes pris à mendier feront quinze jours de prison, et en cas de récidive cinq ans de galères; les femmes seront fouettées et feront quinze jours de prison, les enfants seront simplement fouettés.

Afin de pourvoir à la subsistance des infirmes, le Parlement ordonna, le 22 décembre 1565 (6), que « pour demi-an seulement, et sans tirer à conséquence « les bourgeois et manants de cette ville doubleront la cotisation qu'ils ont volontairement offerte au bureau de police des pauvres ». C'était lever un véritable impôt sur la charité publique. Le 15 juillet 1587, arrêt déjà cité, la Cour ordonna encore de per-

(1) TUNETY. *Libres de couleur*, n° 814, *livre vert neuf*, fol. 99, v°.

(2) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. I, p. 598.

(3) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. I, p. 599.

(4) FÉLIBIEN. *Preuves*, part. I, p. 613.

(5) DELAMARE II, p. 394.

(6) DELAMARE II, p. 359.

cevoir les taxes des pauvres sur les manants et habitants des faubourgs.

Les quêtes pour les pauvres et même les aumônes particulières furent aussi réglementées. Un arrêt du 1^{er} avril 1534 (1) réglementa le travail des pauvres, puis les quêtes et les distributions des aumônes aux pauvres invalides par les marguilliers des églises, et interdit à tous pauvres, sous peine du fouet, de mendier dans les rues, maisons et églises. Un autre du 27 novembre 1659 (2) défendit à toutes personnes, de quelque condition qu'elles soient, de donner l'aumône manuellement aux pauvres dans les rues, dans les églises ou « aux portes d'ycelles » et autres lieux.

Le 8 juin 1709 (3), le Parlement fit un long règlement sur la subsistance des pauvres en campagne, et recommanda de ne rien leur donner s'ils sont valides et capable de gagner leur pain en travaillant aux moissons.

Le 15 mars 1709 (4), la Cour indiqua les formalités à remplir, et les termes de l'acceptation à faire par ceux qui sont nommés commissaires des pauvres. Les 10 janvier 1668 (5) et 3 février 1691 (6), elle régla les formes et conditions des legs faits aux pauvres.

(1) TUETÉY. *Bannières*, n° 2493.

(2) LE NAIN. *Cons.*, tome CX, fol. 7.

(3) DELAMARE II. sup. p. 6.

(4) DE JOUV, v° Commissaire.

(5 et 6) DE JOUV, v° Legs.

Section III : MARÉE.

La réglementation du commerce de la marée a été faite très soigneusement, et par des arrêts presque aussi nombreux que ceux relatifs aux grains. Ces derniers concernaient une nécessité publique; la police de la marée fut faite surtout pour fournir la table du Roi, de la noblesse, et même des magistrats qui étaient de grands seigneurs au petit pied. On trouve dans les arrêts des descriptions de poissons et des expressions qui sont dignes de la plume de Brillat-Savarin, magistrat lui-même, et qui laissent à penser que ces Messieurs du Parlement étaient de fins gourmets qui devaient veiller à l'arrivée du poisson frais à Paris surtout pour leur propre compte. Ce qui prouve aussi l'importance que le Parlement attachait à ces questions, c'est qu'il les jugeait en première instance.

Le plus utile était d'abord de laisser venir aussi rapidement que possible les voitures de marée. Aussi, le 4 septembre 1511 (1), un arrêt fait défense à toutes personnes, et en particulier aux religieux de Saint-Valery et de Saint-Josse, de troubler les marchands chasse marée dans l'achat des poissons sur les côtes de la mer pour les provisions de Paris, « esturgeons, oyes de mer, saulmons, marsoüins et autres poissons exquis ».

Puis, il fallait que rien ne retardât les voitures de

(1) DELAMARE III. p. 72.

marée à l'entrée de Paris. Le 19 janvier 1672 (1), un règlement enjoignit aux commissaires des barrières et des portes de Paris d'ouvrir incessamment aux chasse marée, et leur défendit d'exiger d'eux aucuns poissons, pour quelque raison que ce fût. Un arrêt du 4 septembre 1671 (2) réglementa l'arrivée des charrettes de marée aux Halles, et dit dans quel ordre elles devaient entrer et se décharger.

Mesure moins heureuse : il ne suffit pas de faire venir le poisson à Paris, il fallait l'empêcher d'aller plus loin : c'est ce que fit un arrêt du 25 janvier 1684 (3) qui défendit de transporter, sans autorisation, le poisson « au païs d'amont ».

Le Parlement réglementa ensuite la vente même du poisson.

Dans la Halle aux Salines, il y avait des dissensions entre marchands forains et marchands parisiens; le Parlement y mit fin, le 17 décembre 1680 (4), en ordonnant que la Halle serait divisée en deux, et chaque moitié départie aux adversaires, et y ajouta des prescriptions relatives au poisson. Arrêt renouvelé le 31 juillet 1693 (5).

Le Parlement décréta, le 5 septembre 1681 (2), que les harengs bouffis (craclots) avaient besoin d'air pour être expédiés, et devaient donc être emballés dans

(1) DELAMARE III. p. 97.

(2) DELAMARE III. p. 139.

(3) DELAMARE III, p. 106.

(4) DELAMARE III, p. 105.

(5) DELAMARE III, p. 107.

(6) DELAMARE III, p. 106.

des paniers et non dans des barils, à peine de 500 livres d'amende.

Le 28 avril 1668 (1), le Parlement fit défense aux détaillereses de vendre de mauvais poissons et régla leur « trempis », c'est-à-dire les eaux dans lesquelles trempaient les poissons, en ordonnant de les changer toutes les douze heures.

Il y avait sans cesse des contestations pour un certain genre de poisson « saulmons, alozes, éperlans, lamproyes et autres » qui viennent de la mer et entrent dans les rivières. Le fermier du poisson de mer et celui du poisson d'eau douce prétendaient chacun percevoir le droit d'entrée sur ces poissons. Celui devant qui le poisson arrivait le premier percevait le droit d'entrée, et le second saisissait la marée pour refus de payer ce même droit d'entrée; d'où préjudice pour les marchands et pour les clients à qui on essayait de vendre le poisson quand il avait été rendu à son propriétaire. Le Parlement déclara, le 3 mars 1681 (2), que ces poissons seraient réputés poissons de mer et défendit au fermier du poisson d'eau douce de les saisir à peine de 1.000 livres d'amende. Le 18 du même mois (3), le Parlement fut obligé de réitérer son arrêt, en spécifiant que, même si ces poissons étaient pêchés dans une rivière, ils devaient être réputés poissons de mer.

(1) DELAMARE III, p. 119.

(2) DELAMARE III, p. 171.

(3) DELAMARE III, p. 172.

Le 16 mars 1685 (1), le Parlement fit défense à tous bourgeois, hôteliers ou autres, de faire venir du poisson de mer directement pour leur usage personnel, sans avoir passé au préalable devant les vendeurs de poisson frais, sec et salé au parquet de la marée aux halles. Cet arrêt avait pour but d'éviter l'accaparement et la disette du poisson, mais était déplorable au point de vue économique. Le Parlement était, comme tous à cette époque, hostile à la libre circulation des denrées.

Au Parlement les commissaires de la marée étaient chargés d'examiner en première instance les contestations relatives à cette marchandise. Des particuliers, pour échapper à cette juridiction, assignaient leurs adversaires au Châtelet, à l'Hôtel de Ville, ou devant les consuls. Le Parlement, jaloux de conserver cette attribution, rappela à l'ordre, le 6 février 1662 (2), les contrevenants, et leur ordonne de porter leurs procès devant lui, à peine de 500 livres d'amende.

Le 24 juillet 1507 (3), le Parlement ordonna que, de Pâques à Saint-Rémy, le poisson fût vendu le jour même, et le reste de l'année dans les deux jours.

(1) DELAMARE *id.*

(2) DELAMARE III, p. 225.

(3) DELAMARE III, p. 264.

Section IV : BOIS ET CHARBON.

Le Parlement s'occupa aussi de l'approvisionnement de Paris en combustible.

Le 18 novembre 1496 (1), un arrêt, réitéré le 29 novembre 1504 (2), ordonna à tous les marchands de bois de faire amener et vendre à Paris tout le bois des ports de la Seine, l'Yonne et la Marne. Le 19 novembre 1519 (3), ordre à tous les marchands de bois d'en amener à Paris sans en augmenter le prix. Le 31 juillet 1527 (4), le Parlement fit un long règlement sur la façon de décharger les bateaux qui apportaient le bois et les heures où on pourrait le faire. La connaissance des procès sur le bois appartenait au Prévôt des marchands, et non au Châtelet, 17 décembre 1534 (5); le 29 mai 1565 (6), règlement sur le prix des fagots; le 10 juin 1633 (7), règlement très détaillé sur le bois et le charbon. En 1663, le 13 juillet (8), la Cour ordonna aux marchands de fournir Paris de bois « tant neuf que flotté, en fixa le prix et défendit à chacun d'en faire des provisions hors de proportion avec ses besoins personnels. Enfin, le 24 juil. 1671 (9),

(1) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 943, livre bleu, fol. 82 v°.

(2) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1023, livre gris, fol. 38 v°.

(3) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1214, livre rouge neuf, fol. 35.

(4) LE NAIN. *Cons.*, tome XI, fol. 289 v°.

(5) LE NAIN. *Pl.*, tome XX, fol. 54 v°.

(6) LE NAIN. *Pl.*, tome XXXII, fol. 104.

(7) DELAMARE III, p. 858.

(8) DELAMARE III, p. 872.

(9) DELAMARE II, p. 106.

le Parlement réglementa la capacité des mesures de charbon et la façon de s'en servir.

Section V : PROVISIONS DIVERSES.

Une infinité d'autres denrées furent soumises à la réglementation du Parlement; nous n'en citerons que quelques-unes.

Volailles. — Toujours dans le but d'empêcher les revendeurs d'accaparer les marchandises pour les revendre plus cher, le 15 avril 1499 (1) le Parlement fit défense aux regrattiers, poulailliers, rôtisseurs, cuisiniers et revendeurs et revenderesses de beurre, œufs, fromages et volailles d'aller au devant des voitures qui apportent ces denrées à Paris et de les acheter avant qu'elles n'arrivent aux Halles, à peine de 60 sols parisis d'amende, et de prison. Un arrêt du 26 mars 1524 (2) réglementa le commerce de la volaille, venaison, œufs, beurre, fromage et poisson d'eau douce.

Eaux-de-vie. — Le 2 mars 1699 (3), un arrêt interdit de faire venir en la ville de Paris d'autres eaux-de-vie que celles faites de vin, à peine de confiscation, et de mille livres d'amende.

Bétail. — 4 mai 1540 (4) : arrêt de défense à tous bouchers détailliers d'aller au devant du bétail;

(1) DELAMARE. II, p. 773.

(2) TUETÉY. *Livres de couleur* n° 1316, livre rouge neuf, fol. 110.

(3) DE JOUY v°, *Eau-de-vie*.

(4) LE NAIN. *Après d.*, tome XI, fol. 47 v°.

9 juin 1578 (1), défense de transporter aucun bétail hors du royaume, à peine de confiscation de corps et de biens.

Foires. — Le Parlement s'occupa aussi des foires et marchés : il les interdit les dimanches, les jours de fêtes solennelles et le jour de la fête du patron du lieu, à peine de 100 livres d'amende : 3 septembre 1667 (2). C'est lui qui autorisait ou défendait la création des foires : déjà, en 1309, le 20 mars (3), il permit l'établissement d'une foire annuelle à « Cellis », le jour de la Saint-Martin d'hiver.

Foin. — Un arrêt de règlement du 20 septembre 1658 (4) défendit aux particuliers d'accaparer le foin à son arrivée et de le vendre ailleurs que sur les ports, et régla le poids et le prix des bottes de foin. Un autre du 1^{er} juin 1660 (5) ordonna aux marchands, voituriers et autres, de faire arriver les foins en la ville de Paris et fixa le poids des bottes à 12, 13 ou 14 livres selon les saisons.

La politique économique du Parlement sur toutes ces questions a été déplorable; mais il ne fit que se conformer aux idées du temps qu'appliquaient aussi les édits et ordonnances du Roi. On sait quelles difficultés rencontrèrent, à la fin du xviii^e siècle, les partisans de la libre circulation des grains et de toutes

(1) LE NAIN. *Pl.*, tome XXXV, fol. 46.

(2) DE JOUY v^o Foire.

(3) *Olim* IV, fol. 111 v^o BEUGNOT III, p. 314, n^o 59.

(4) DELAMARE III, p. 983.

(5) DELAMARE III, p. 984.

les denrées en général. Ce n'est qu'après de longues luttes qu'ils virent triompher leurs idées.

D'ailleurs, étant donné les conditions de vie sous l'ancien régime et le manque de moyens de communications, peut-être une liberté complète du commerce des grains eût-elle été plus néfaste qu'une rigoureuse réglementation. En effet, le pouvoir central était si mal renseigné, et les nouvelles n'y arrivaient que si tardivement, que les pires abus auraient pu se produire sans qu'on pût les empêcher. L'intervention des pouvoirs eut donc quelque utilité, car la liberté complète correspond à un état de progrès plus avancé.

CHAPITRE IV

Procédure

Les arrêts de règlement dont l'existence se comprend le mieux sont ceux qui ont la procédure pour objet. Quoi de plus naturel, en effet, que le Parlement réglementât les actions ou les procureurs? Il était là dans son élément plus qu'en faisant la police des marchés ou en s'occupant de la voirie.

Quoi qu'il en soit, il convient de remarquer une particularité qui distingue des autres les arrêts de règlement de procédure, tout au moins ceux qui sont relatifs au style du Palais. Les termes par lesquels la publicité est ordonnée diffèrent un peu; ils sont ainsi rédigés, « ... afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, le présent arrêt sera lu, publié et enregistré à la communauté des avocats et procureurs de ladite Cour... » Cela se comprend parfaitement, étant donné les personnes que ces arrêts doivent atteindre.

Section I : PROCÉDURE EN GÉNÉRAL.

Les premiers arrêts de règlement, ceux que nous retrouvons aux *Olim*, ont la procédure pour objet.

Le premier de tous date de l'octave de la Chandeleur 1267 (1), il indiquait que lorsqu'on a requis jugement à la Cour on ne peut plus rien ajouter à sa demande.

A l'octave de la Chandeleur 1268 (2), il fut décidé des pouvoirs du procureur d'un seigneur dans les procès de fief. Un arrêt de la Pentecôte 1269 (3) dit que lorsqu'il y a *ostensio* entre les parties, le demandeur peut la faire par procureur. Un autre arrêt de la même date déclara que le demandeur pouvait faire produire ses témoins par procureur; ces trois derniers arrêts furent rendus à propos de procès. Un arrêt du 24 mai 1276 (4) décida qu'on ferait des publications de témoins devant les baillis et prévôts et autres juridictions inférieures, mais qu'on en fera plus devant le Parlement. L'arrêt du 2 mars 1305 s'occupa de l'accord des articles entre les avocats des parties. En 1314, le 23 décembre (6), un arrêt, rendu en présence du Roi, réglementa les commissions sur articles.

(1) *Olim* I, fol. 161 v° BEUGNOT, I, p. 706, n° 22.

(2) *Olim* I, fol. 168 BEUGNOT, I, p. 748, n° 23.

(3) *Olim* I, fol. 169 v° BEUGNOT, I, p. 758, n° 13.

(4) *Olim* II, fol. 31 v° BEUGNOT, II, p. 74, n° 9.

(5) *Olim* III, fol. 102 v° BEUGNOT, II, p. 448, n° 10.

(6) *Olim* III, fol. 141. BEUGNOT, II, p. 613, n° 2.

Voyons maintenant des arrêts moins anciens, et commençons par ceux qui concernent les significations, premiers actes de tous procès. Le 28 août 1737 (1) le Parlement défendit aux portiers et domestiques d'exiger aucune somme d'argent pour recevoir les exploits, ou de les refuser.

Le Parlement régla avec soin l'expédition des causes : dès 1291 (2), il ordonna que les causes des sénéchaux seraient expédiées les vendredis, samedis et dimanches, et y joint diverses recommandations aux rapporteurs des enquêtes.

Le 9 octobre 1436 (3), il défendit de plaider les causes extraordinaires les lundis et mardis; le jeudi fut réservé aux pauvres, veuves et orphelins, auxquels le Président pourrait accorder des tours de faveur. Pasquier, qui cite cet arrêt, dit qu'il a inspiré l'art. 42 de l'édit d'Orléans de 1560.

Les formes de l'appel sont précisées dans plusieurs arrêts : par exemple le 2 juillet 1691 (4) pour faire appel dans la procédure par écrit, ce sont les mêmes formes que dans l'appellation verbale; 8 août 1714 (5) : dans le cas d'appel de sentence rendue par écrit, c'est le premier intimé qui doit fournir la sentence quand les deux parties sont appelantes.

Le 17 janvier 1691 (6), le Parlement taxa les dépens.

(1) DE JOUY v° Exploit.

(2) *Registre XXXIV du Trésor des Chartes*, fol. 49 v°.

(3) PASQUIER. *Recherches*, p. 55.

(4) DE JOUY v° Appel.

(5) DE JOUY v° Procès.

(6) DE JOUY v° Dépens.

La péremption d'instance n'avait pas de règles bien définies : la Cour décida, le 28 mars 1692 (1), qu'au bout de trois ans de cessation de tout acte de procédure, l'instance serait périmée.

Les actes des juges inférieurs furent réglementés : le Parlement leur défendit d'ordonner l'exécution provisoire de leurs sentences, sauf dans les cas prévus par les ordonnances : 7 décembre 1689 (2).

Les parties plaidantes enfermaient dans des sacs les pièces et documents relatifs à leurs procès, et les remettaient aux conseillers. Ils avaient contre eux une action pour se faire rendre ces sacs : le Parlement déclara, le 25 novembre 1565 (3), que cette action serait prescrite par trois ans; plus tard, cette prescription fut étendue aux avocats et procureurs, mais fut de plus longue durée: elle fut fixée, le 28 février 1704 (4), à cinq ans après le jugement, et dix ans après la remise desdits sacs, si la cause n'a pas été jugée.

Le 10 avril 1691 (5), le Parlement taxa les frais de voyages faits à l'occasion des procès par les conseillers, greffiers et procureurs.

(1) DE JOUY, v° Péremption.

(2) DE JOUY, v° Sentence. . .

(3) DE JOUY, v° Prescription.

(4) GLASSON. *Le Parlement, son rôle politique*, tome I, p. 444.

(5) GLASSON, *op. cit.*, p. 442.

Section II : HUISSIERS ET SERGENTS.

L'admission à l'office de sergent fut réglementée le 4 septembre 1506 (1) : il fallait être laïc ou marié non tonsuré, et vêtu d'un « habit rayé ou parti ». (Cf. Grand Coutumier, éd. Lahoulaye, ch. III *bis*, art. 1.)

Le 26 avril 1537 (2), un arrêt défendit aux sergents de signifier ou d'exécuter les décisions de la Cour sur de simples extraits signés du greffier.

En cas d'exécution civile, les sergents ne devront donner en gage les objets saisis qu'à des voisins solvables : 2 décembre 1564 (3).

Les sergents du Châtelet furent enjoins, le 5 mai 1571 (4), de ne pas se qualifier d'huissiers dans leurs exploits. Diverses autres prescriptions leur sont également faites.

Par un arrêt du 2 janvier 1665 (5), il est ordonné aux huissiers, sergents et archers, de résider dans le lieu où ils doivent le service. C'était pour réprimer l'abus suivant : les huissiers du ressort venaient s'installer à Paris pour y instrumenter.

Le 23 mai 1691 (6), la Cour fit un grand règlement

(1) TUELEY. *Livres de couleur* n° 1041, livre gris, fol. 57.

(2) TUELEY. *Bannières* n° 2549.

(3) TUELEY. *Bannières* n° 3048.

(4) TUELEY. *Bannières* n° 3192.

(5) DE JOUY v° Huissier.

(6) DE JOUY v° Huissier.

sur les fonctions des huissiers, et le 12 février 1699 (1), elle taxa les salaires des huissiers pour les publications qui se font à l'issue des messes paroissiales.

Section III : PROCUREURS.

Les clerks des procureurs furent toujours regardés avec vigilance et sévérité par le Parlement : leur costume, leur tenue, leurs réunions, leurs divertissements firent l'objet de bien des règlements, et leurs moindres incartades furent sévèrement punies. Voici quelques arrêts : 14 août 1691 (2), sur les formalités à remplir par les clerks qui ont acheté des charges ou pratiques de procureurs ; 21 mars 1722 (3), sur la discipline des clerks de procureurs.

Les procureurs eux-mêmes reviennent sans cesse dans les règlements. Un arrêt du 23 juillet 1664 (4) décida que les procureurs ne pouvaient signer les uns pour les autres ; un autre du 7 juillet 1693 (5) réprouva les abus d'écriture dont avocats et procureurs se rendaient coupables pour augmenter leurs honoraires. Le 12 mai 1696 (6), la Cour défendit aux procureurs d'occuper pour leurs confrères dans les instances d'ordre et de préférence. Le 12 février

(1) DE JOUY v^o Huissier.

(2) DE JOUY v^o Clerc.

(3) DE JOUY v^o Clerc.

(4) DE JOUY v^o Procureur.

(5) GLASSON, *op. cit.*, p. 443.

(6) DE JOUY v^o Procureur.

1717 (1), un arrêt indiqua les conditions et l'examen à passer pour être reçu procureur. Enfin, le 7 septembre 1739 (2), le Parlement défendit de postuler aux procureurs dont les offices ont été vendus en justice, ou qui ont démissionné ou vendu leur office, et aux autres procureurs de prêter leur nom aux interdits.

Section IV : NOTAIRES.

Le 22 mai 1550 (3), un arrêt interdit aux notaires du ressort de s'associer entre membres de la même famille, et leur donna deux mois pour s'associer à d'autres. Réitéré le 3 avril 1559 (4).

Un règlement du 31 avril 1551 (5) défendit à tous notaires de passer des contrats hors de la présence des parties, et sans leur avoir préalablement fait lecture de l'acte.

A propos d'un procès, le Parlement, le 15 mars 1567 (6), défendit aux notaires de se dessaisir des minutes des contrats qu'ils passaient. Les notaires qui achètent des études sont tenus de garder les minutes de leurs prédécesseurs : 28 février 1662 (7).

(1) et (2) DE JOUY v° Procureur.

(3) TUNETEY. *Bannières* n° 2734.

(4) DE JOUY v° Notaire.

(5) TUNETEY. *Bannières* n° 2751.

(6) TUNETEY. *Bannières* n° 3098.

(7) DE JOUY v° Notaire.

Section V : COMMISSAIRES-EXAMINATEURS.

Leurs fonctions furent aussi réglementées par le Parlement.

Un arrêt du 9 avril 1495 (1) interdit aux examinateurs du Châtelet de recevoir des procureurs aucunes écritures pour instruire des enquêtes en matière d'injures, ou autres causes de peu d'importance. Le 4 mai 1524 (2), ils furent enjoins de résider dans leurs quartiers et d'appréhender les meurtriers. Un arrêt du 4 juin 1641 (3) fit défense aux commissaires du Châtelet de se dessaisir à l'avenir des minutes des informations qu'ils feraient, et leur enjoignit d'en expédier les grosses. Le 29 novembre 1659 (4) la Cour leur ordonna de signer à l'avenir tous les actes qu'ils feront. Enfin, le 19 janvier 1682 (5), un règlement fut fait pour rappeler aux commissaires qui achètent un office d'avoir à conserver les minutes des actes des saisies réelles.

Section VI : SAISIES RÉELLES.

Après avoir réglementé la procédure, le Parlement s'est occupé des voies d'exécution, et n'a pas laissé

(1) TUETÉY. *Libres de couleur* n° 977, livre bleu, fol. 167 v°.

(2) TUETÉY. *Libres de couleur* n° 1318, livre rouge neuf, fol. 112.

(3) DE JOUY v° Commissaire.

(4) et (5) DE JOUY v° Commissaire.

au hasard la réglementation des saisies immobilières; il y a pourvu avec une grande abondance de détails.

Nous ne citerons que les principaux arrêts : 23 novembre 1598 (1) : règlement général pour les saisies réelles; 22 juillet 1690 (2) : un arrêt indiqua que les procureurs, leurs clerks et les commissaires aux saisies réelles ne pouvaient se rendre adjudicataires ou cautions des baux judiciaires. Même défense aux mineurs de vingt-cinq ans et aux septuagénaires.

Puisqu'il est question des commissaires aux saisies réelles, disons que leurs fonctions furent réglementées à plusieurs reprises et en particulier le 1^{er} décembre 1667 (3) et le 23 juin 1678 (4).

Un arrêt du 30 août 1690 (5) décida longuement des règles à suivre pour les saisies réelles. Il dit par exemple que les opposants ne sont pas obligés d'expliquer dans l'acte d'opposition quel est le titre de leur créance; ils peuvent être colloqués sur les biens du mari, comme exerçant les droits de la femme, quoiqu'ils n'aient pas déclaré qu'ils s'opposaient comme créanciers de la femme, et quoique la femme n'ait pas formé opposition à la saisie réelle. Cet arrêt fut fait par les Chambres assemblées.

Le 19 mai 1692 (6), le Parlement défendit aux procureurs d'occuper dans les instances d'ordre, sous

(1) DE JOUY v^o Saisie réelle.

(2) DE JOUY v^o Bail judiciaire.

(3) et (4) DE JOUY v^o Commissaire aux saisies réelles.

(5) DE JOUY v^o Saisie réelle.

(6) DE JOUY v^o Saisie réelle.

le nom de leurs confrères, et le 7 juin 1692 (1) il indiqua comment devait se faire l'enregistrement des saisies réelles : le greffier des décrets qui les inscrit doit tenir son registre par noms de personnes et non par noms de lieux.

Section VII : AVOCATS.

La discipline des avocats et les règles du barreau ont été bien souvent l'objet des arrêts du Parlement, et il était en effet à même de connaître et de réformer les abus qui auraient pu s'y introduire. Le premier arrêt en date est de la quinzaine de la Chandeleur 1290 (2) : ordonnance du Parlement qui indiquait aux avocats la façon dont ils devaient rédiger articles et libellés.

Les règlements sont nombreux, et souvent se rapportent à l'obligation, pour les avocats, de payer leur cotisation aux différentes confréries dont ils faisaient partie. Le 14 avril 1539 (3), un arrêt leur ordonna de payer leur cotisation à la Confrérie de Saint-Nicolas; sinon, ils seront punis « par la prinse de leurs chapeçons », sans lesquels ils ne sont pas admis à plaider; 17 décembre 1565 (4) pour pouvoir être inscrit au rôle, il faut avoir payé le droit de chapelle.

(1) DE JOUY v° Saisie réelle.

(2) *Olim* II, fol. 90. BEUGNOT, II, p. 321, n° 33.

(3) DELACHENAL, p. 42.

(4) DELACHENAL, p. 28.

La tenue et la réserve des avocats ne furent sans doute pas toujours sans reproches, puisque plusieurs arrêts les rappellèrent à l'ordre à ce sujet. Le 19 novembre 1538 (1), il fut défendu aux jeunes avocats de « cacqueter » pendant les plaidoiries. D'autre part, les avocats appelaient les clients et se les disputaient sans vergogne; le 6 avril 1552 (2), le Parlement leur recommanda de « se retirer modestement et se tenir chacun en son bancq pour estre invitez aux consultations par les partyes » et le 22 novembre 1574 (3), de « ne pas aller chercher les partyes jusque dans leurs demeures » !

Enfin, le Parlement réprima les abus d'écritures que les avocats, à l'instar des procureurs, commettaient pour élever le montant de leurs honoraires : 18 juillet 1463 (3).

(1) DELACHENAL, p. 100.

(2) et (3) DELACHENAL, p. 58.

(4) DELACHENAL, p. 107.

CHAPITRE VII

Arrêts civils

Nous avons vu que les arrêts de règlement de droit civil étaient les moins nombreux, et nous en avons cherché les raisons. Remarquons, en outre, que la plupart d'entre eux avaient rapport à des formalités à remplir, ou aux caractères de certains actes, plutôt qu'au pur droit civil.

Un arrêt du 22 août 1692 (1) indiqua comment devaient se faire les sommations aux père et mère pour qu'ils consentent au mariage de leurs enfants. On devra demander permission aux juges royaux, et la sommation sera signée par deux notaires et deux témoins. Le caractère provisoire de cet arrêt est marqué par ces mots « en attendant qu'il ait plu au Roy d'y pourvoir ».

Toujours dans les questions d'Etat, un arrêt du 24 juillet 1714 (2) décida que les curés et vicaires devaient faire mention, dans leurs registres de bap-

(1) ISAMBERT, tome XX, p. 158.

(2) DE JOUY v^o Mort.

têmes, mariages et sépultures, de la mort et sépulture des enfants, à quelque âge qu'ils soient décédés.

Le 10 janvier 1573 (1), il fut interdit aux tuteurs, curateurs et administrateurs de biens de mineurs de vendre ou de bailler à rente les biens de leurs pupilles autrement que par jugement au plus offrant et dernier enchérisseur.

En 1572 (2), un arrêt qui fut lu et publié au Châtelet, en présence de deux conseillers, « pour faire loi à l'avenir », déclara qu'on pouvait ameubler, par contrat de mariage, les biens d'un mineur. Un autre arrêt du 24 juillet 1563 (3) déclara que le legs fait à l'héritier présomptif était un conquest de communauté et appartenait pour moitié à la femme. Cet arrêt a donné lieu à l'article 246 de la Coutume de Paris réformée en 1580.

Deux arrêts du 10 janvier 1668 et du 3 février 1691 (1) réglèrent les conditions des legs que l'on fait aux églises, communautés et prisons.

Deux autres arrêts ordonnèrent de ne commencer les inventaires que vingt-quatre heures après l'enterrement : 8 juin 1693 et 18 juillet 1733 (5).

Le 14 août 1559 (6), le Parlement défendit aux curés des églises paroissiales de la Prévôté de Paris de se

(1) TUETEX. *Bannières restituées*, n° 4515.

(2) DE JOUY v° Ameublement.

(3) DE JOUY v° Acquêt.

(4) DE JOUY v° Legs.

(5) DE JOUY v° Inventaire.

(6) TUETEX. *Bannières*, n° 2921.

faire remplacer par des laïcs pour recevoir les testaments, à peine de nullité.

La Cour décida le 8 mars 1605 (1) qu'il n'était pas nécessaire, pour accepter la communauté sous bénéfice d'inventaire, de prendre des lettres de bénéfice d'inventaire. Un autre arrêt du 4 mars 1717 (2) est relatif à la continuation de communauté : elle a lieu malgré la renonciation de la femme, si cette dernière n'a pas fait faire d'inventaire, en présence d'un légitime contradicteur, et ne l'a pas fait clore dans les trois mois.

(1) DE JOUY v^o Communauté.

(2) DE JOUY v^o Continuation de communauté.

CHAPITRE VIII

Les arrêts politiques

Il y a encore, parmi les décisions du Parlement, une autre sorte d'arrêts qui ne sont pas à proprement parler des arrêts de règlement, mais qui s'en rapprochent par certains côtés. En effet, ces arrêts ne peuvent être assimilés aux arrêts ordinaires, car ils ne tranchent aucun litige entre particuliers; d'autre part, ce ne sont ni des remontrances, ni des enregistrements. Ils se rapprochent donc plutôt des arrêts de règlement, étant, comme eux, une manifestation de la volonté du Parlement, mais rendus à l'occasion d'événements politiques, et empruntant la forme des arrêts ordinaires. Ce sont des décisions impératives, mais jamais provisoires dans leur intention car le Parlement voulait alors formellement légiférer.

Ces arrêts politiques furent-ils une manifestation anormale des pouvoirs du Parlement? Il faut distinguer.

1° Au Moyen Age, le Parlement, investi d'un pouvoir souverain de justice pouvait juger les causes po-

litiques et donner son avis en ces matières. C'était tout naturel à une époque où la justice et l'administration n'étaient pas strictement délimitées dans leurs fonctions respectives; bien mieux, d'après les principes féodaux, juger et administrer étaient une seule et même chose. Les vassaux du Roi, qui faisaient partie de sa Cour avaient envers lui le devoir féodal de Conseil, et le remplissaient. Le Parlement, continuateur de la Curia Regis s'était intitulé le gardien des lois fondamentales du Royaume, et avait ainsi gardé traditionnellement le devoir d'intervenir chaque fois que, d'après lui, ces principes étaient menacés, comme par exemple pour la dévolution de la couronne royale, le maintien de l'intégrité du domaine royal, etc... Au xviii^e siècle, le Parlement a résumé lui-même sa théorie sur ce point, d'abord le 3 janvier 1753 (1), dans une représentation au Roi : « S'il n'était question que de nos intérêts particuliers, nous en ferions volontiers sacrifice... mais quand il s'agit de votre justice souveraine, des droits de votre couronne, de l'exécution des lois de votre état, votre Parlement trahirait son devoir s'il cessait de vous faire les représentations les plus respectueuses et les plus instantes » ensuite dans les remontrances du 9 avril 1753 « ... c'est en votre nom, Sire, que votre Parlement veille à la conservation de l'Etat... son autorité ne'st autre que la vôtre... ce n'est point altérer ni partager votre autorité, c'est l'affermir » (2).

(1) FLAMMERMONT. *Remontrances* I, p. 510.

(2) FLAMMERMONT. *Remontrances* I, p. 528.

Ces arrêts politiques étaient légitimes chaque fois qu'ils restaient dans le cadre des institutions de la monarchie, de la volonté du Roi et de la coutume du pays. Les Rois forts y mirent un frein mais les faibles les tolérèrent.

2° Malheureusement, les lois fondamentales du Royaume n'étaient écrites nulle part, et se trouvaient seulement dans les antiques traditions de la monarchie. Elles n'opposaient que des limites théoriques au pouvoir envahissant du Parlement. Quoi de plus facile alors pour lui que d'invoquer ce titre pompeux de Sénat du Royaume pour intervenir hors de propos. C'est alors que nous le voyons prononcer des arrêts politiques illégaux, ceux qui n'auraient jamais dû exister. Au lieu d'agir au nom du Roi et dans son intérêt, il a méprisé ses ordonnances et la coutume.

Le devoir de conseil est en effet un des plus difficile à rendre. Combien faut-il de tact et de prudence pour rester dans les strictes limites de ce mot ! Le Parlement se contenta parfois de donner conseil ; ensuite il fit des remontrances, première audace encore tolérée ; puis allant toujours plus loin, il voulut empêcher le Roi de faire ce qu'il considérait comme mauvais par le refus d'enregistrement ; de là à se substituer au Roi parce qu'il le jugeait, pour une raison ou une autre, incapable d'agir, il n'y avait qu'un pas, et il l'a fait. C'est par une suite d'envahissements progressifs et une véritable déformation de son très légitime pouvoir politique que le Parlement a pu rendre ces arrêts qu'on lui a si souvent reprochés.

Ce qui prouve bien que ces arrêts sont anormaux, c'est qu'on les retrouve au moment des difficultés du Parlement avec le Roi, aux époques de trouble et d'anarchie : la Ligue, la Fronde. Sous un Roi comme Louis XIV ils sont inexistants.

Ce n'est pas qu'on doive, à propos des arrêts politiques, accuser les conseillers de lâcheté ou de trahison ; si quelques-uns ont pu mériter ce reproche, l'institution dans son ensemble n'a jamais voulu agir sciemment contre l'intérêt du pays. Aveuglé par les passions politiques, étourdi par les mouvements populaires, le Parlement a bien prouvé qu'il n'était pas fait pour ces luttes en se montrant toujours inférieurs aux situations difficiles. Il a démontré lui-même son insuffisance en ce genre de questions.

Donc avant de juger ces arrêts il faut voir dans quelles circonstances et dans quel esprit ils ont été faits : inspirés par une majorité rebelle au Roi, ils sont illégaux ; rendus dans le but non d'acquérir des libertés nouvelles, mais de servir le Roi, ils sont légitimes. En un mot le critérium est celui-ci : le Parlement a des pouvoirs illimités chaque fois qu'il agit pour sauvegarder la monarchie et maintenir l'unité nationale, mais il est réduit à ses simples fonctions judiciaires s'il veut agir contre le Roi et le pays. Selon le mot de M. Hanotaux : « il est fort dans la mesure où il est fidèle ».

Section Préliminaire.

Pendant la captivité de François I^{er}, le Parlement manifesta une grande activité politique, mais elle ne rentre pas dans le cadre de cette étude pour deux raisons : 1° Le Parlement n'agissait pas seul : c'était l'Assemblée de la Salle Verte, composée, avec des membres du Parlement, de représentants de la Chambre des Comptes, de la Ville, de l'Eglise et de l'Université; 2° Le Parlement n'agissait point par arrêts mais par remontrances.

Section I : LA LIGUE.

Le Président de la Guesle, et une dizaine de conseillers avaient suivi le Roi Henri III à Blois, laissant à Paris le Parlement ligueur. En février 1589 (1) le Roi fit un édit dans lequel il transférait le Parlement à Tours et déclarait déchu de tous leurs droits et privilèges les conseillers restés à Paris.

Après l'assassinat de Henri III, les ligueurs ne mirent plus de bornes à leur ambition politique, déjà accrue à la mort du dernier fils de Henri II, François, duc d'Anjou. Ils nommèrent Roi, sous le nom de Charles X, le cardinal de Bourbon, prisonnier du Roi de Navarre. A cette occasion, le Parlement ligueur

(1) ISAMBERT XIV, p. 633.

rendit plusieurs arrêts : le 21 novembre 1589 (1), arrêt qui proclame Roi le cardinal de Bourbon et lieutenant général du Royaume le duc de Mayenne; cet arrêt fut cassé par le Parlement de Tours; le 5 mars 1590 (2) arrêt du Parlement ligueur qui ordonne de reconnaître Charles X et défend de traiter avec le Roi de Navarre. De son côté le Parlement de Tours, le 5 août 1591 (3), tout en protestant qu'il maintiendrait la foi catholique montre peu de respect envers le Pape Grégoire XIV qu'il déclare ennemi de la paix et de la religion. D'ailleurs, les deux Parlements montrèrent dans ces circonstances peu de dignité : ils s'injuriaient et trahissaient jusque dans leurs arrêts leurs inimitiés et haines de famille.

Sous l'influence du Saint-Siège et de l'Espagne, Mayenne réunit les Etats généraux pour élire un roi à la place de Henri de Navarre, protestant. Le Parlement ligueur désigna, le 26 janvier 1593 (4), ceux de ses membres qui assisteraient aux Etats. A ces Etats, le futur Henri IV promettait sa conversion et l'Espagne proposait, comme reine, l'Infante Isabelle, petite fille de Henri II. Les représentants du Parlement de Paris protestèrent contre cette dernière proposition à cause de la loi salique. Aucune décision ne fut prise, mais les représentants du Parlement, malgré ceux de leurs membres gagnés à Mayenne, rendi-

(1) ISAMBERT XV, p. 10.

(2) ISAMBERT XV, p. 18.

(3) ISAMBERT XV, p. 27.

(4) ISAMBERT XV, p. 55.

rent sur la proposition du président Le Maistre, un arrêt condamnant tous les projets relatifs à la violation de la loi salique. Voici le texte de cet arrêt fameux, rendu le 28 juin 1593 (1) « ... ladite Cour, n'ayant, comme elle n'a jamais eu, d'autre intention que de maintenir la religion catholique, apostolique et romaine, et l'Etat et couronne de France sous la protection d'un bon roi très chrétien, catholique et français, a ordonné et ordonne que remontrances seront faites cette après-dînée par maître Jean Le Maistre, président, assisté d'un bon nombre de conseillers en ladite Cour, à Monsieur le Duc de Mayenne, lieutenant général de l'Etat et couronne de France, en la présence des princes et officiers de la couronne étant de présent en cette ville, à ce qu'aucun traité ne se fasse pour transférer la couronne en la main de prince ou princesse étrangers, que les lois fondamentales de ce Royaume soient gardées et les arrêts donnés par ladite Cour pour la déclaration d'un roi catholique et français, exécutés; et qu'il y eut à employer l'autorité qui lui a été commise pour empêcher que, sous prétexte de la religion, la couronne ne soit transférée en main étrangère, contre les lois du royaume, et pourvoir le plus promptement que faire se pourra au repos et soulagement du peuple pour l'extrême nécessité en laquelle il est réduit. Et néanmoins, dès à présent, la dite Cour a déclaré tous traités faits et à faire ci-après pour l'établissement d'un

(1) ISAMBERT XV, p. 71.

prince ou princesse étrangers nuls et de nul effet et valeur, comme faits au préjudice de la loi salique et autres lois fondamentales de l'Etat ». Malgré tous les efforts de Mayenne pour l'y faire renoncer, cette courageuse intervention du Parlement, plus français que ligueur, eut pour effet de ne pas laisser tomber la couronne royale en des mains espagnoles, et de conserver à la France un Roi français. Cela suffirait pour faire pardonner au Parlement ses inconséquences des mois précédents. Henri IV, rentré à Paris le 22 mars 1594, pardonna aux ligueurs du Parlement. Celui-ci annula tous les actes faits pendant la Ligue, retira à Mayenne la lieutenance générale du royaume, et ordonna à tous de reconnaître Henri IV comme roi, le 3 décembre 1595 (2), un arrêt ordonna que le nom de Charles X, inséré dans les arrêts, soit rayé des minutes et expéditions.

Section II : LA FRONDE.

Le premier acte que fit le Parlement, après le ministère de Richelieu, fut de casser le testament de Louis XIII, enregistré le 2 avril 1643. Ce testament, cassé par un arrêt du 13 mai 1648 (3), établissait un conseil de régence. Le Parlement espérait ainsi re-

(1) ISAMBERT XV, p. 85. *Archives du Parlement*, X^aA 1730, fol. 3.

(2) BLONDEL, *Mémoires IV*, p. 471.

(3) ISAMBERT XVII, p. 69.

prendre son rôle politique, et fut d'autant plus flatté dans cet espoir que la Reine déclara « qu'en toute occasion elle serait bien aise de se servir de ses conseils ».

Pendant la Fronde surtout, le Parlement eut encore l'occasion de rendre des arrêts politiques. Pendant la première partie de cette période troublée, il joua le rôle le plus important, cherchant à s'attirer un pouvoir pour lequel ni son autorité ni ses compétences ne le désignaient.

Cela débuta ainsi : le Parlement fut dispensé d'abandonner quatre années de gages pour la remise pendant neuf ans du droit annuel de Paulette, alors que la Chambre des Comptes, la Cour des Aides et le Grand Conseil ne bénéficiaient pas de la même faveur. Le 13 mai 1648 (1), il fit un arrêt ordonnant la fonction des quatre Cours souveraines, afin de travailler à réformer l'Etat. La Reine, inquiète de ces prétentions, supprima la dispense de la Paulette. Le 18 mai, le Parlement maintint l'arrêt d'union que la Reine fit casser le 10 juin par le Conseil d'Etat. Elle voulut faire lacérer les registres du Parlement à l'endroit du 13 mai et insérer l'arrêt de cassation, mais le greffier et ses commissaires s'y opposèrent. Le Parlement rendit un arrêt le 15 juin (2) confirmant celui du 13 mai et en ordonnant l'exécution. Le même jour, un second arrêt de cassation déclarait que « l'autorité royale ne peut souffrir que des officiers qui n'ont

(1) ISAMBERT XVII, p. 69.

(2) ISAMBERT XVII, p. 70.

d'autre puissance que celle qui leur est donnée par les rois, pour l'exercer dans les règles qui leur sont prescrites, s'en servent pour s'opposer aux volontés de leur roi ». Le Parlement résista, et le 20 juin (1), toutes Chambres assemblées, donna un arrêt portant qu'on députerait vers la Reine pour lui faire entendre la justice de l'arrêt du 13 mai. La Reine céda, et le 30 juin et les jours suivants jusqu'au 9 juillet, les députés s'assemblèrent dans la Chambre Saint-Louis. Ils prirent des mesures excellentes (2) : défense de lever des taxes sans l'approbation des cours souveraines; défense de la liberté individuelle dans l'article 6 : « aucun sujet du Roi de quelque qualité et condition qu'il soit ne pourra être détenu prisonnier passé 24 heures, sans être interrogé suivant les ordonnances, et rendu à son juge naturel »; interdiction des lettres de cachet. Cependant, l'article 1 trahit les préoccupations jalouses du Parlement : révocation des intendants dont l'autorité lui semblait attenter à ses pouvoirs. La Reine accepta toutes ces décisions, sauf l'article 6. Broussel, conseiller au Parlement, et fort populaire à Paris, proposa d'examiner ce qui n'avait pas été ratifié. La Régente, profitant de la prise de Lens par Condé, et escomptant une grande joie du peuple à cette occasion, fit arrêter Broussel et deux autres conseillers, Charton et Blancmesnil, le 26 août. Le peuple se révolta, demandant Broussel à grands cris, et éleva des barricades. La Reine fut obligée de

(1) ISAMBERT. *Ibid.*

(2) ISAMBERT XVII, p. 72.

céder et de relâcher les conseillers le 28 août. Le Parlement était vainqueur : le jour même, les barricades furent enlevées sur son ordre, par un arrêt relatif à la sûreté de la ville et interdisant de reprendre les armes. Mazarin, dans ses carnets, put écrire ce jour-là : « le Parlement a fait les fonctions de roi » (1).

La Cour se retira à Rueil le 13 septembre, et là, sur l'instigation de Mazarin, la Reine fit arrêter deux anciens ministres : Chavigny et Chateauneuf. Le Parlement protesta, et rendit les 22 et 23 septembre, des arrêts relatifs à la sûreté de la ville, ordonnant aux bourgeois de prendre les armes, portant qu'une députation se rendrait devant la Reine pour la supplier de ramener le Roi à Paris, et mettant en délibération l'exil de Mazarin, en application de l'arrêt du 20 juin 1617. Cet arrêt avait été fait pour le maréchal d'Ancre : en le condamnant à mort, et confisquant ses biens, il ajoutait que désormais aucun étranger ne serait admis au Conseil d'Etat. La Cour se transporta à Saint-Germain, et, le 25 septembre, les négociations commencèrent. Le Parlement triomphait enfin : toutes les décisions de la Chambre Saint-Louis furent signées par la Reine, sauf une, celle de la liberté individuelle qui fut rédigée d'une façon vague et imprécise : « aucun sujet ne sera, à l'avenir, traité criminellement que selon les formes prescrites par les lois du Royaume et ordonnances, et non par commissaires et juges choisis (22 octobre). Mazarin avait conseillé à la Ré-

(1) CHÉRUEL. *Minorité de Louis XIII*. III, p. 73.

gente de signer ces articles pour apaiser le Parlement quitte à ne pas les appliquer plus tard. C'est ce qu'elle fit. La Cour revint à Paris, mais la paix n'était pas encore revenue. Le prince de Conti, les ducs d'Orléans, de Bouillon, de Beaufort, de Longueville, et le coadjuteur intriguaient et s'agitaient. Mazarin était attaqué et ridiculisé de toutes parts. La Reine se décida à quitter Paris une fois de plus. Le 6 janvier 1649 au matin le Roi, la Reine, les princes et le cardinal se rendirent à Saint-Germain. Le même jour (1), le Roi fit une déclaration qui ordonnait aux membres du Parlement de sortir de Paris dans les 24 heures et de se rendre dans la quinzaine à Montargis. Irrité, le Parlement rendit le 8 janvier (2) un arrêt déclarant Mazarin perturbateur du repos public, ennemi du Roi et de son état, et lui enjoignit « de se retirer de la Cour dans ce jour et dans huitaine hors du royaume, et le dit temps passé enjoint à tous les sujets du Roi de lui courre sus ». Il y a dans le même arrêt des décisions pour la sûreté et l'approvisionnement de Paris. Après l'arrivée à Paris du prince de Conti et des ducs de Bouillon et de Beaufort, le Parlement, oubliant ses fonctions judiciaires, réglementa tout dans la ville, levant une armée et des impôts. Le 9 janvier 1649 (3), il fit une levée de deniers pour le paiement des gens de guerre, et le 12 janvier (4) un arrêt

(1) ISAMBERT XVII, p. 109.

(2) ISAMBERT XVII, p. 115.

(3) ISAMBERT XVII, p. 117.

(4) ISAMBERT XVII, p. 119.

qui ordonne que des retranchements seront faits aux faubourgs de Paris. Le 20 janvier (1), il défendit à toute personne étant à Paris de changer de nom, de se travestir et déguiser pour sortir de la ville, à peine de la vie, et le 25 janvier (2) à tous imprimeurs, libraires, relieurs et colporteurs d'imprimer, débiter ou exposer en vente aucun libelle ou autre écrit concernant les affaires publiques, sans permission de la Cour. Condé vint bloquer Paris. Les troupes de la Fronde subirent plusieurs défaites, et le Parlement, malgré l'opposition de certains membres des enquêtes, commença à songer aux négociations. Le 28 février 1649, le premier président Molé, qui désirait la paix, entra en conférence avec la Cour, et, le 11 mars (3), on signa le traité de Rueil qui confirmait les déclarations de 1648. Il annulait les arrêts du Parlement depuis le 6 janvier, sauf ceux rendus entre parties; en revanche, les arrêts du Conseil et lettres de cachet depuis la même date étaient mis à néant; les hostilités étaient déclarées finies, et les bourgeois devaient déposer les armes. Les prétentions exorbitantes des princes ligueurs étaient presque toutes accordées. Le 28 mai 1649 (4), le Parlement défendit les attroupements et les libelles annonçant les fausses nouvelles.

Une paix très précaire, mêlée d'intrigues et d'attentats régna jusqu'à la fin de l'année 1649 où com-

(1) ISAMBERT XVII, p. 123.

(2) ISAMBERT XVII, p. 147.

(3) ISAMBERT XVII, p. 161.

(4) FÉLIBIEN. *Preuves port.* III, p. 133.

mença une nouvelle Fronde : celle des princes. En 1650, le 18 janvier eut lieu l'arrestation des princes de Condé et de Conti et du duc de Longueville. Les provinces s'agitèrent, et le Parlement reprit la lutte contre Mazarin au début de 1651. Le 7 février (1), un arrêt proposé par le coadjuteur décida de demander à la Reine la délivrance des princes et de la prier d'envoyer au Parlement une déclaration pour exclure à l'avenir des conseils du Roi tous étrangers même naturalisés, ou autres qui auraient prêté serment à d'autres princes que le Roi. Cette dernière condition visait les cardinaux qui prêtent serment au Pape. Le 9 février (2), le Parlement enjoignit au cardinal de sortir de France dans la quinzaine avec ses parents et domestiques, faute de quoi il serait procédé contre eux et permis de leur courir sus. Le 11 mars 1651 (3) cet arrêt fut renouvelé, toutes Chambres assemblées et le Parlement ordonna la saisie des biens de Mazarin. L'assemblée du Clergé, qui se tenait alors à Paris, entra en lutte avec le Parlement en protestant contre cette exclusion des cardinaux. Finalement, la Reine dut signer une déclaration excluant du conseil du Roi les étrangers même naturalisés et les cardinaux même français, le 18 avril 1651 (4). Les agitations et les violences continuèrent. Le 7 septembre 1651 (5) eut lieu un lit de justice tenu par le Roi qui

(1) ISAMBERT XVII, p. 229.

(2) ISAMBERT XVII, p. 231.

(3) ISAMBERT XVII, p. 233.

(4) ISAMBERT XVII, p. 243.

(5) ISAMBERT XVII, p. 249.

vint annoncer sa majorité au Parlement. Deux jours auparavant, le jeune Louis XIV avait signé une déclaration contre Mazarin, et confirmé les arrêts du Parlement rendus contre lui. Cependant, le cardinal rentra en France le 25 décembre. Le Parlement, en prévision de cet événement, avait fait le 13 décembre, un arrêt renouvelé le 29 décembre (1) qui déclarait Mazarin et ses adhérents criminels de lèse majesté, ordonnait de leur courrir sus, et promettait 150.000 livres à ceux qui amèneraient le cardinal mort ou vif. Cet arrêt, cassé par le Conseil le 18 janvier 1652, ne fut pas exécuté, et ne servit qu'à couvrir de ridicule le Parlement, auteur de cette décision exagérée. Un autre arrêt du 20 juillet, aussi incohérent, décida que le Roi était non pas libre, mais prisonnier de Mazarin, ordonna au duc d'Orléans, qu'il nomme lieutenant général du royaume, de le délivrer.

Pendant ce temps, le désordre était à son comble; la guerre régnait partout en province. La Cour de Poitiers se rendit à Tours, puis à Amboise et à Blois. Turenne battit les Parisiens à la porte Saint-Antoine et prit la ville. Les frondeurs, excités par les princes, brûlèrent l'Hôtel de Ville afin de vaincre la résistance de l'assemblée qui s'y réunissait, et inclinait pour le retour du Roi. De nombreux massacres eurent lieu, mais le parti royal reprenait du pouvoir, et, le 1^{er} août (2), il transféra le Parlement à Pontoise. Le

(1) ISAMBERT XVII, p. 279-280.

(2) ISAMBERT XVII, p. 288.

Roi rentra à Paris le 21 octobre, et le 22 (1) tint un lit de justice pour la réformation de la justice. Il fit d'abord enregistrer un édit portant amnistie générale, et par lequel étaient cassés tous les actes faits par le Parlement, à l'occasion de la Fronde, depuis le 1^{er} février 1651; puis une déclaration pour la Tranquillité de Paris qui remettait à leur place les conseillers du Parlement en leur interdisant de s'occuper des affaires publiques « et voulant éviter que les maux que notre royaume en a souffert n'arrivent plus à l'avenir, nous avons fait et faisons très expresses défenses aux gens tenant notre dite Cour de Parlement de Paris de prendre ci-après connaissance des affaires générales de notre état et de la direction de nos finances, ni de rien ordonner ni entreprendre pour raison de ce contre ceux à qui nous en avons confié l'administration ». Ensuite, il cassa tout ce qui aurait pu être fait contrairement à cette disposition.

Dans la suite, les prétentions politiques du Parlement furent entièrement mises à néant par Louis XIV.

En 1654, le Roi eut besoin d'argent pour une nouvelle campagne. Il fallait recourir à des mesures extraordinaires : taxes, créations d'offices, aliénations des droits seigneuriaux du Roi, etc... toutes dispositions que le Parlement désapprouvait et combattait. Le Roi fit préparer dix-sept édits bursaux et les fit enregistrer par le Parlement dans le fameux lit de justice du 20 mars 1655. Le 13 avril (2), s'il ne dit pas,

(1) ISAMBERT XVII, p. 296.

(2) CHÉRUEL. *Ministère de Mazarin II*, p. 253.

ainsi que le veut la légende, « l'Etat, c'est moi ! » il montra du moins une grande fermeté, et s'opposa au désir de la Chambre des requêtes d'examiner les édits enregistrés le 20 mars.

Le 20 avril 1667 (1), l'ordonnance civile touchant la réformation de la justice, titre I de l'observation des ordonnances, article 2, dit ceci : « ... seront tenues nos cours de Parlements et nos autres cours, procéder incessamment à la publication et enregistrement des ordonnances, édits, déclarations et autres lettres, aussitôt qu'elles leur auront été envoyées sans y apporter aucun retardement, et toutes affaires cessantes... »

Enfin, le 24 février 1673 (2), des lettres patentes intimant au Parlement l'ordre d'enregistrer les actes du Roi sur-le-champ, et de faire les remontrances, s'il y a lieu, dans les huit jours; si le Roi n'en tient pas compte, elles ne pourront être réitérées.

Le Parlement était maté et, jusqu'à la fin du règne, n'osa plus intervenir en matière politique.

Il prit sa revanche aussitôt la mort de Louis XIV, le 2 septembre 1715 (3) en cassant son testament et en nommant régent Philippe d'Orléans. Celui-ci en compensation rendit au Parlement le droit de remontrance dont il usa et abusa dans le courant du xviii^e siècle, en particulier, ainsi que nous l'avons vu, dans les affaires religieuses et financières.

(1) ISAMBERT XVIII, p. 103.

(2) ISAMBERT XIX, p. 70.

(3) ISAMBERT XXI, p. 3 et s.

CONCLUSION

Comment doit-on apprécier dans son ensemble l'œuvre réglementaire du Parlement? Il est difficile de le faire avec impartialité, car il faut avant tout tenir compte du temps et des circonstances. Telle décision qui nous semble aujourd'hui entachée d'étroitesse de vue et d'arbitraire, paraissait toute naturelle il y a deux ou trois siècles. Evidemment, les mesures économiques prises par le Parlement n'eurent pas toujours les résultats qu'il espérait; mais nous en voyons employer de nos jours qui n'ont pas d'effets plus heureux. La liberté du commerce et de l'industrie paraissait aux yeux de tous une chose impossible et même dangereuse à réaliser, ou pour mieux dire, on ne pensait même pas qu'elle pût exister; il ne faut donc pas reprocher au Parlement les règlements sur les grains qui, dans son intention, devaient enrayer les famines, et qui en fait ne contribuèrent qu'à les multiplier. En réalité, le Parlement, étant donné les idées du temps, fit toujours preuve, pendant sa longue

carrière de mesure et de bon sens. S'il n'a pas innové, c'est qu'il était plutôt porté, par habitude judiciaire, à toujours regarder en arrière, et à consulter les précédents de la jurisprudence. Ce n'est pas à lui qu'il faut en faire un reproche, c'est à la constitution même de l'Etat où la séparation des pouvoirs était inconnue.

Quant aux arrêts politiques, c'est malheureusement là qu'on peut trouver des erreurs dans la conduite du Parlement. Chaque fois qu'il a voulu sortir de son rôle judiciaire, ou des limites de l'administration qui lui était dévolue, il faut reconnaître qu'il s'est, le plus souvent, lourdement trompé. C'est là son côté faible, mais quelle est l'institution, si grande soit-elle, qui n'en a pas eu ?

Les Parlements ont pris fin en même temps que la royauté, car la révolution, ennemie de toute souveraineté qui ne fût pas celle du peuple, abolit les autorités préexistantes.

Des principes nouveaux furent écrits dans les lois, et entre autres, celui de la séparation des autorités administrative et judiciaire, et la prohibition des arrêts de règlement. Loi des 16-24 août 1790, titre II, article 12, Constitution du 3 septembre 1791, titre III, chapitre V, article 3. Code civil, article 5 : « Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire, sur les causes qui leur sont soumises. » Le Code Pénal en fit un délit, article 127.

Cependant, les arrêts de règlement eurent encore, sous l'empire du Code civil, et après le 30 ventôse

an XII, une certaine autorité. On appliqua ceux qui étaient non contestés et en usage avant 1789. C'est ainsi que, déjà, un arrêt du 24 ventôse an X donnait raison au tribunal des Vosges qui s'était fondé, dans un jugement, sur un arrêt de règlement du Conseil supérieur de Colmar du 20 mai 1769, qui réprimait les brigandages des juifs en Alsace.

On a pu juger, par les arrêts cités au cours de cette étude, quelle fut, en dehors de ses très lourdes fonctions judiciaires, l'œuvre réglementaire du Parlement. On en jugera bien plus encore si on se demande quelles sont, de nos jours, les autorités chargées de ces fonctions.

Les tribunaux de première instance dans quelques cas, la Cour d'appel, la Cour de cassation et la Cour d'assises pour les autres, ont hérité des fonctions judiciaires du Parlement. Le Conseil d'Etat et les Conseils de Préfecture remplissent son rôle de tribunal administratif.

A qui son pouvoir réglementaire a-t-il échu? aux maires, aux préfets, au Président de la République.

Bien des institutions, dont chacune à elle seule remplit une lourde tâche se partagent donc de nos jours les responsabilités écrasantes qu'assumait seul le Parlement de Paris. Cette constatation est le plus beau témoignage d'admiration qu'on puisse rendre à son œuvre.

Vu le 12 septembre 1929 :

Le Président de thèse,
OLIVIER MARTIN.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION:	11
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Nature et origine du pouvoir réglementaire du Parlement de Paris.</i>	17
<i>Chapitre I.</i> — Définition et nature des arrêts de règlement..	19
Section I : Définition.....	19
Section II : Nature	21
Section III : Caractéristiques	25
Section IV : Objet	26
Section V : Mécanisme.....	28
Section VI : Cassation des arrêts.....	29
<i>Chapitre II.</i> — Origines du pouvoir réglementaire du Parlement de Paris.....	30
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Principales manifestations du pouvoir réglementaire du Parlement de Paris.</i>	
<i>Chapitre I.</i> — Classification	45
<i>Chapitre II.</i> — Police générale.....	48
Section I : Sûreté.....	49
Section II : Port d'armes. Attroupements, masques.	51

Section III : Costume	54
Section IV : Auberges.....	55
Section V : Jeux, loteries.....	56
Section VI : Monnaies	58
Section VII : Voierie	60
Section VIII : Prisons	63
<i>Chapitre III. — Les libertés publiques.....</i>	65
Section I : Religion.....	66
§ 1, les blasphémateurs	66
§ 2, les protestants.....	68
§ 3, la Bulle Unigenitus.....	69
Section II. — La Presse.....	74
<i>Chapitre IV. — Les métiers.....</i>	77
Section I : Apothicaires.....	78
Section II : Alimentation	80
Section III : Habillement	82
Section IV : Orfèvrerie	84
Section V : Armes	85
Section VI : Poudre.....	86
Section VII : Bâtiment	87
<i>Chapitre V. — Approvisionnement.....</i>	88
Section I : Grains	88
Section II : Pauvres	92
Section III : Marée	95
Section IV : Bois-charbon.....	99
Section V : Provisions diverses.....	100
<i>Chapitre VI. — Procédure.....</i>	103
Section I : Procédure en général.....	104
Section II : Huissiers et sergents	107
Section III : Procureurs	108
Section IV : Notaires	109

TABLE DES MATIÈRES	139
Section V : Commissaires examinateurs.....	110
Section VI : Saisies réelles.....	110
Section VII : Avocats.....	112
<i>Chapitre VII.</i> — Arrêts civils.....	114
<i>Chapitre VIII.</i> — Arrêts politiques.....	117
Section I : La Ligue.....	121
Section II : La Fronde.....	124
CONCLUSION	134
TABLE	137

